

LIBE PAGE 18

Le Monde

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,30 m. z.
 Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 15 fr.;
 Canada, 5,00 \$; Côte-d'Ivoire, 180 F CFA;
 Danemark, 4 kr.; Espagne, 30 pes.; Grande-
 Bretagne, 30 p.; Grèce, 30 dr.; Iran, 70 rials;
 Italie, 500 l.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 15 fr.;
 Norvège, 3,50 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.;
 Sénégal, 180 F CFA; Suède, 3 kr.;
 Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

5. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 Paris
Télex Paris n° 630572
Tél. : 246-72-23

Un virage périlleux

Le « guide de la révolution » a donc décidé de jouer son va-tout, d'engager une bataille qui risque fort d'être décisive à ses dépens. Menacer d'interdire des partis politiques armés jusqu'aux dents, de fermer encore la plupart des journaux, est une chose, mais en application ce sera une autre, anticonstitutionnelle, en soi même. On se demande à cet égard de quelle force il dispose pour mettre au pas une armée qui, depuis des mois, se refuse à sévir contre les mouvements autonomistes.

Quelle que soit l'issue de ce combat, l'Iran de Khomeiny paraît prendre un virage bien périlleux.

De notre envoyé spécial

L'imam Khomeiny s'est également critiqué le gouvernement, l'armée, la gendarmerie et les gardes révolutionnaires, qu'il a accusés en bloc de ne pas avoir été, jusqu'à présent, vraiment révolutionnaires : « S'ils

JEAN GUEYRAS

(Lire la suite page 4.)

prof ALFRED GROSSER

Un peu partout, à l'extrême gauche,

Est-ce vraiment si triste ? On en oublie de noter les évolutions les plus positives. Qui, chez nous, ne se réclame de la liberté de conscience ? Eh bien, prenez l'Eglise. Lisez d'abord le dernier livre d'André Chamson pour vous rappeler ou pour découvrir que Louis XV valait bien nos modernes tyrans exterminateurs quand, au nom de la foi et avec la bénédiction des évêques, il faisait brûler les villages covenants et périr leurs habitants par la torture ou par la faim (1). Puis reprenez la Déclaration conciliante sur la liberté religieuse : « On doit toujours s'abstenir de toutes formes

(1) André Chamson : Castanet, le
camisard de l'Aigoual. Pion, 1979,
222 pages.

d'agissement ayant un relief de coercition, de persuasion malhonnête ou simplement peu loyale, surtout s'il s'agit de gens sans culture ou sans ressources.» De Louis XIV à Paul VI, l'écart est trop grand ? Soit. Alors pensez à ce que le texte conciliaire sur la liberté a exigé comme effort d'autoconversion au futur Jean-

Prenez aussi Jean-Paul Sartre, longtemps passé idéologue pour les bons gens. Eh bien, le voici avec Raymond Aron chez le président de la République comme défenseur de la cause des persécutés vietnamiens. Et il finit par admettre qu'un homme vaut un homme, qu'il faut défendre tous les persécutés, même si cela doit désespérer Billancourt. Donc, Camus avait raison et Sartre a découvert, enfin, que, parmi les fondateurs de toute idéologie édifiée sur une morale, doit figurer la cohérence des jugements de valeur.

Une morale qui, hélas, ne nous sauve pas. Une morale qui, hélas, ne nous sauve pas le mot, puisque toutes les idéologies n'avaient de sens que par rapport à la chose. Et quand donc

toppen, $\alpha = 0.05$ en $\alpha = 0.01$.

AU JOUR LE JOUR

FANTÔME À VENDRE

Depuis cinq ans il était immobilisé le long d'un quai du Haare dans la morosité du service inutile. Mais, baptisé Norway, il est promis à sillonner les Caraïbes, comme s'il ne pouvait techniquement naviguer que sous un autre nom ; de même que, pour le préparer à son nouveau destin, c'est un chantier naval allemand qui exécutera les travaux plus vite et moins cher.

C'est pourquoi ceux qui verront un grand paquebot fabriqué en France, baptisé en norvégien et restauré en Allemagne parcourir sous pavillon de complaisance les eaux bleues des mers tropicales pourront se vanter d'avoir croisé le vaisseau fantôme.

BERNARD CHARBIS

BERNARD CHAPUIS.

A Paris, on précise que l'on cherche maintenant une date pour cette conférence et que les négociations sont entreprises pour en arrêter l'ordre du jour.

Londres, enfin, ne voit pas d'objection à ce que les Neuf participent à cette réunion à titre individuel et non communautaire. Certains pays de la C.E.E. préféreraient une participation collective sous l'égide de la Commission de Bruxelles. Mais la Grande-Bretagne est prête, dit-on, à respecter le vœu des pays du Golfe qui tiennent à exclure la Commission — et surtout le commissaire européen à l'énergie, M. Brunner, auteur de propos peu diplomatiques à l'égard de l'OPEP — de ce nouveau dialogue.

par BRUNO DETHOMAS

Lorsque, en mars 1972, le président Bourdieu déclara que le régime de la Communauté, sur une base plurimembre, un approvisionnement stable et régulier en hydrocarbures, « souhaitant que « outre les produits bruts une part adéquate soit réservée à sa production, industrielle, notamment en ce qui concerne les raffinés », la C.E.E. n'estima pas devoir donner suite. Pourtant dix-huit mois plus tard — peu après la crise de 1973, au sommet européen de Copenhague — en présence de quatre ministres de l'Énergie, les nouveaux dirigeants de la Communauté soulignèrent « l'importance que les chefs d'État et de gouvernement attachent à

par BRUNO DETHOMAS

L'ouverture avec les producteurs de pétrole des négociations sur un régime global comprenant une coopération étendue en vue de l'exploitation rationnelle des richesses pays (arabes) d'investissement industriels et de l'approvisionnement stable des pays consommateurs de pétrole et d'énergie à des prix raisonnables (1) s.

Depuis 1973, tant l'insécurité d'approvisionnement en pétrole que la mise sur pied d'une conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.) — dite des « sept » — ont permis de permettre d'enregistrer le moindre progrès. Le premier essai de dessais du dossier énergétique

pu intervenir entre Nord et Sud. En dépit de ces échecs, l'évolution politique au Proche et au Moyen-Orient est cependant remarquable et inévitable une nouvelle initiative diplomatique. Car un tel dialogue est indispensable.

Le dialogue est devenu la condition de l'offre à la demande va devenir structurelle a, en effet, amené les pays consommateurs à adopter trois points au sommet de Tokyo. Le premier objectif était de neutraliser tout ce qui entraine les prix du pétrole.

Le marché libre les cotations officielles des principaux marchés libres, qui seront arrêtées en septembre 1974, sera supprimé.

Sept au niveau des ministères de l'énergie, tout dans ce sens.

(1) Voir à ce sujet : le *Dialogue* (Lacroix-Bré, sous la direction de Jacques Bourinier, Centre d'études et de recherches internationales et

(Lire la suite page 16.)

Un voyage vers l'Asie

Calcutta : cent mètres de trottoir

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

(Lire page 2.)

« LE TESTAMENT DE LÉNINE » AU FESTIVAL DE SPA

La description d'un engrenage

Avant la guerre, Spa était la ville d'eau huppée des Ardennes belges. Mais depuis que la haute bourgeoisie belge se rhumatisme sous soleil du sud, ce sont des touristes abîmés par des vies de labeur qui se plongent dans les sources chaudes et les bains de boue. Bien des vieux hôtels, à vérandas blanches, sont devenus des maisons de vacances et de bains pour les travailleurs du troisième âge. Pourtant, Spa sauvegarde son prestige — du 10 au 25 août, — grâce à son Festival, organisé depuis dix-neuf ans presque sans discontinuer par Jacques Huisman, directeur du Théâtre

et des couples âgés, habillés pour l'occasion en cravate-costume gris, en étoile-clips-aux-oreilles. A ce public, Jacques Huisman demande de « jouer la comédie ». « Vous êtes, dit-il, des membres des Jeunesses communistes, en l'an 1927, et Iounatcharski vient vous faire une conférence. »

manière de Belgique, qui assure la majeure partie du programme. Il y fait une création (« la Balade du Grand Macabre », de Ghelderode, mise en scène de Bernard Casteur), et amène une sélection de ses succès : Molière, Neil Simon, Feydeau, Daria Fo... Cet éclectisme n'est pas une obligation, c'est un principe.

COLETTE GODARD.
(Lire la suite page 13.)

Le T.N.B. est une entreprise privée subventionnée, avec un conseil d'administration qui donne son avis, mais ne peut rien imposer ni interdire. Jacques Huismans est libre de ses choix, et il pense que sa troupe se doit « d'aller vers » les publics les plus diversifiés et de répondre à leurs besoins. Elle « va vers » concrètement. En dehors de Bruxelles, où elle est installée, elle tourne dans les grandes villes, dans les petits bourgs aussi, sous chapiteau. D'où la nécessité de spectacles facilement transportables.

A Spa, elle dispose d'une salle d'attente où se mêlent des jeunes gens raisonnablement décontractés

et Dimanche 19 dour
COURSES A ENGHEN
au trot monté et attelé

—

DIMANCHE 19 AOUT

un très beau programme avec
LE DROIT D'EUROPE

LE PRIX D'EUROPE
International attelé - 2.775 m.
250.000 F

CULTURE ET CRÉATION

LA CRISE EST CHEZ NOUS

NOUS, les intellectuels, nous aimons bien la crise, c'est notre matière première : nous traitons scientifiquement la crise du capitalisme et la crise du socialisme, la crise du libéralisme ou la crise du marxisme. Mais depuis quelque temps, la crise nous paraît moins satisfaisante : c'est qu'elle est chez nous, et qu'elle est de toute évidence assez grave.

Sans doute est-il surprenant qu'un philosophe ambigü, abordant les sujets les plus graves, se croit obligé de hisser sur le même pied bibliographique que Marle de Padoue et Malmont les directeurs des principaux hebdomadaires parisiens, qui dans leur modeste n'en demandent assurément pas tant. Sartre, dans sa Critique de la raison dialectique, n'avait pas jugé utile de rendre hommage à Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui dirigeait alors l'Express. S'il attendait une reconnaissance, c'était du prolétariat international, et non de Bernard Pivot. D'une certaine manière, on peut dire que nous sommes devenus plus raisonnables, que nous avons au bon sens nos ambitions.

A la vérité ce prurit promotionnel, cette manie du marketing, ne sont pas l'essentiel. Leur condamnation sous-entend que, de leur fait, des pensées beaucoup plus sérieuses, beaucoup plus profondes (et chacun songe naturellement à la sienne) se trouvent étouffées. Or, tel n'est malheureusement pas le cas. D'abord, une grande pensée se fraie toujours son chemin, et elle est assez sûre de soi pour prendre son temps. Et puis, j'ai beau être attentif, je n'aperçois nulle part un nouveau Freud relégué par les in-

stitutions, un nouveau Nietzsche contraint par les méthodes des éditeurs parisiens à l'écrit dans quelque pension de famille provinciale. En fait, l'imitation résulte plutôt de l'équivalence. L'Université, dont on dénonce la décadence, n'a pas si mal réussi : tout le monde sait lire, décrypter et écrire, encoder et décoder. Cela donne une masse de travaux d'une qualité à peu près égale : la publicité en devient nécessaire pour « faire la différence ».

Cette situation peut s'analyser en termes de sociologie savante, elle peut donner au marxisme l'occasion d'une petite revanche. Mais en l'occurrence on peut aussi bien se contenter d'une psychologie élémentaire. Le problème, c'est que nous ne savons plus modérer notre vanité, précisément parce que la vie culturelle est devenue une foire aux vanités. Alors pourquoi pas moi ? Rien ne s'oppose à la tentation spontanée, naturelle, de venir exhiber sa bêtise et sa folie petite pensée à la télévision. Nous ne cherchons plus qu'à nous faire voir, oubliant le leçon du poète :

Mais que sont les hommes qui cherchent la louange exquise
Sinon des bulles d'eau sur le fleuve
rapide du temps ?

Et comme il n'y a pas assez de place pour tout le monde, comme aussi chacun n'en a jamais assez, la vanité comprimée se transforme en aigreur.

Mais, au-delà du couple dérisoire de la vanité et de l'envie, il y a plus grave. Quelqu'un se la conviction d'être, le n'importe quel part un nouveau Freud relégué par les in-

d'avoir fait œuvre durable ne recherche pas la gloire, disait Bergson. Voilà bien la conviction qui nous manque, et la recherche du succès immédiat n'est qu'un exorcisme de notre angoisse. Ce que nous attendons de la presse, de la télévision et du théâtre des libraires, c'est le substitut à la satisfaction essentielle qui nous est refusée. Car si nous avons une intime conviction, et qui nous ronge, c'est de ne rien pouvoir faire qui dure dans un monde qui nous paraît voué lui-même à la caducité. Pas le temps d'attendre : où en sera l'Europe, où en sera le monde quand nous aurons fini notre thèse ? Vite, il faut inscrire son nom dans l'histoire de la pensée avant de porter ses premiers rides, et avant que le registre soit clos. Cette volonté de s'affirmer par tous les moyens, sans délais, peut exaspérer : j'y vais, pour ma part, le pathétique d'un « point de lendemain ». Mais, et nous pouvons avoir encore quelque espoir, je crois qu'il vaudrait tout de même mieux regarder les dangers en face, prendre la mesure de notre angoisse au lieu de se cacher la tête sous un best-seller. En tout cas, à celui qui, non sans raison, se fait le censeur de nos mœurs littéraires, à l'Académie qui recherche un endroit écarté où de ne pas regarder la télévision il ait la liberté, je serais tenté de citer un autre poète, celui-là de notre temps :

Arrête de gueuler, tu nous casses
les oreilles.
Notre malade à tous, c'est le
braille !

(1) Remy Fortani, Guerre et Paix au café Snelite.

(2) Remy Fortani, Guerre et Paix au café Snelite.

ÊTRE OU N'ÊTRE PAS ARTISTE

Le ministère de la culture et de la communication a récemment fait publier, par la Documentation française, une excellente étude. « Pour une nouvelle condition de l'artiste », réalisée par le groupe de travail présidé par Jean Caban-Salvador, conseiller d'État.

Les uns, qui se disent artistes, gagnent souvent leur vie dans l'enseignement, l'administration, ou ailleurs, et ne sont en quelque sorte que des « artistes du dimanche », même s'ils réussissent en fin de compte à acquérir une certaine réputation d'artiste sur le marché de l'art et alors à en tirer des revenus considérables. Mais à quel moment cesseraient-ils, dans ce cas, d'être « artistes du dimanche » pour bénéficier enfin de la vraie condition d'artiste ? D'autres, en revanche, vivront jusqu'à la fin de leurs jours dans la misère ou bien des salaires ou revenus d'un parent ou conjoint qui a une situation financière plus stable. Et ainsi de suite, puisque nous ne disposons plus de critères d'un caractère plus strictement esthétique ou même artisanal, comme ladis à l'époque de la Renaissance, pour cerner de plus près la condition de l'artiste, sans avoir recours à des critères d'un ordre uniquement socio-économique.

Le point de vue juridique, la question de « Qu'est-ce qu'un artiste ? » se pose en France, de même qu'ailleurs, sans réponse satisfaisante. Elle s'est posée avec acuité, la première fois, en 1964, quand fut instauré un régime de sécurité sociale pour les artistes peintres, sculpteurs et graveurs. Depuis 1964, toute une série de lois qui se complètent ou se chevauchent ont tenté de cerner de plus près la ques-

tion qui se pose. En fin de compte, une loi du 31 décembre 1975 et les décrets du 8 mars 1977, déjà entrés en vigueur, font abstraction du concept de « professionnalité » pour regrouper, sous un même régime, les artistes auteurs d'œuvres littéraires et dramatiques, musicales et chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques, en somme à peu près tous ceux qui peuvent se dire artistes, à l'exclusion des acteurs, chanteurs et autres « interprètes » des œuvres d'autrui, des « artistes » de cirque et de quelques autres catégories. Mais où retrouver, dans cette nouvelle définition juridique de l'artiste, le condition ou le clown qui est l'auteur de son propre « bouiment » verbal, en somme d'une œuvre dramatique, même si celle-ci, de même que celle du marchand forain, est improvisée ou n'a jamais été écrite ou publiée ? Quels qu'en soient les critères ou les principes, toute tentative économique de l'artiste demeure en fin de compte vouée dans une certaine mesure à l'échec.

Il en est de même, en somme, de toutes nos statistiques, qui demeurent, elles aussi, très éloignées de quelconques à saisir le nombre de ceux qui, en France, voudraient ou pourraient se prévaloir de la qualité d'artiste. Le régime de la Sécurité sociale antérieur à 1976 s'appliquait ainsi à seulement trois mille artistes. Mais si l'on tente en revanche de l'appliquer à tous ceux qui se consacrent, même à temps partiel ou en amateur, à une activité artistique dans le domaine qui

préoccupait le groupe de travail de Jean Caban-Salvador, l'on atteint facilement le nombre de quarante mille artistes, sans encore compter de nombreux artistes étrangers qui vivent et travaillent en France sans être des assurés sociaux.

Le groupe de travail en a conclu que la reconnaissance de la qualité d'artiste, aux fins des assurances sociales, « ne saurait mieux être assurée que par une collaboration des artistes eux-mêmes avec l'administration compétente, comme l'a prévu la loi du 31 décembre 1975 ». A cet effet, il conviendrait donc que la représentation des artistes au sein des diverses commissions consultatives existantes ou prévues soit plus correctement effectuée et que les artistes eux-mêmes se groupent mieux en syndicats ou associations professionnelles. Mais cela nous pose un problème des plus complexes. La création artistique et le tour-de-main ou l'écueil personnel, disons l'inspiration et le style, demeurent fondamentalement individualistes. Est-ce que des organisations professionnelles ou syndicales trop structurées ne risquent pas d'étouffer, chez leurs membres, cet individualisme ?

En conclusion, le groupe de travail propose un large éventail de mesures administratives, parmi lesquelles l'harmonisation de certaines mesures françaises déjà existantes, puisque le marché de l'art a toujours un caractère international, au moins avec certaines mesures analogues des autres pays de la Communauté européenne. En somme, ce rapport propose beaucoup de choses fort raisonnables. Espérons que l'État disposera selon ce qui lui est ainsi proposé.

Calcutta (Bengale-Occidental). — Franchement, j'allais passer outre ! Trois jours à renifler les « slums » de Howrah ou les nostalgies de Chandernagor, c'était un peu tourner autour du pot, je veux dire autour de Calcutta — la capitale, avec des superlatifs et des épithètes. La famille de l'horreur, les odeurs fortes de Jamshied Road, la colère des pauvres et les cyclones du mois d'août... Très peu pour moi. Rassisé de tragédie indienne, je voulais cavalier lâchement vers Dum-Dum Airport et m'enfuir, très vite, d'autres Asies. Une petite phrase — une seule — m'a retenu. Elle !

C'était dans un de ces cocktails d'ambassade, sortis du temps avec des rires et des décolletés, des serveurs en queue-de-pie sur le gazon anglais, des diplomates népalais et des consuls généraux en exil de carrière. Un Bengali moustachu, très « British », m'a murmuré en agitant le glaçon de son whisky : « Je vais vous dire une chose, cher monsieur. On s'aperçoit peut-être dans vingt ans que Calcutta est la dernière ville au monde qui soit restée humaine... ». La provocation relevait soit d'un humour idiot, soit de cette inconscience désolante qu'affecte parfois la bourgeoisie indienne. En une seconde, je repensais aux pelouses souillées du Maidan où, à quelque 300 mètres de là, des milliers de sous-sous-prolétaires se recruquaient dans leurs hardes pour la nuit. Plaisanterie sur Calcutta entre deux gorgées de Chivas Regal, c'était malin ! Je battais plutôt froid le moustachu, sans réaliser que, très lentement, à l'improviste, des tas de sournoiseries nous venaient en tête, sans doute à tous les deux en même temps. Sournoiseries ? Disons qu'il arrive parfois qu'un défilé minuscule, un ressort secret, joue quelque part et vous retourne l'ille, comme un doigt de gant, la représentation que vous vous faisiez jusqu'alors d'un événement, d'un paysage ou d'un vis-à-vis. Dira-t-on jamais assez, dans la profession, cette subjectivité inouïe du regard ? Et donc du témoignage.

Bref, sans y prendre garde et après quatre ou cinq séjours au Bengale, j'étais en train de comprendre que mon moustachu avait un peu raison. Il y avait, en effet, une autre manière de regarder la pustuleuse Calcutta. Pas commode, hélas ! de communiquer, noir sur blanc, cette indéfinissable cer-

Un voyage vers l'Asie Calcutta : 100 mètres de trottoir...

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

titude. A moins... A moins de faire, dès le lendemain matin, vœu d'absolue modestie en choisissant, comme on scrute un bacille au microscope électronique, de ne pas observer, cette fois, qu'une seule goutte de Calcutta. Mais à la loupe ! Projet « incontestable », dirait-on rue Bonaparte : je me suis donc planté tout un jour d'horloge sous les arcades de l'ancienne Chowringhee Street, en plein cœur de la ville. J'ai pris 100 petits mètres de trottoir à scruter et tâchant d'y être attentif. Une sacrée planète !

Bien entendu, toute cette affreusement grouillante, depuis trente ans constamment à la seule sonorité du nom de Calcutta, s'y trouve toujours rassemblée. Ce serait tricher que de ne plus la regarder du tout, subitement. Formes allongées au coin des piliers ; presque cadavres qu'on prendrait pour des petits tas de poussière. Lépreux brandissant leur moignon aux portières des taxis ; vieilles splendides britanniques des palais coloniaux qui ressemblent à des épaves englouties dans la fétidité ; façades rouillées de l'ancien empire des Indes, aujourd'hui rongées par la décapitade, assaillies de mini-bidonvilles qui prolifèrent comme des saules jusqu'au ciel, et là, Non, le décor n'a pas changé.

C'est celui d'un ancien orgueil anglais qui se dissout d'année en année dans le bouillon de l'Orient. A ma gauche, tout près du Ritz Hotel, trône la masse tarabiscotée d'un immeuble début de siècle dont les couloirs présentent, clochons et balcons de pierre ont l'air corrodés par l'acide, raménés à l'état d'ébauche, comme les traits d'un visage mort qui s'efface.

Coup d'œil à droite, puis à gauche : oui, tout est encore là, qui épouvante les rares touristes. Et les odeurs gigantesques aussi, résumant Calcutta à elles seules : pieux calandres, égoûts à ciel ouvert, fumées des manufactures de jute, excréments qui brûlent sur les « charcoals » (braseros), effluves décomposés venus du port, gaz d'échappement noirâtre d'autobus. C'est vrai, les yeux fermés, on reconnaît Calcutta à la minute. D'autant que ces bruits mélangés, eux aussi, ne ressemblent à aucun autre. « Ding-ding » des vieux tramways, grelots des pous-pous, crassements

permanents des concubinales de corbeaux, furons des coolies arc-boutés sur leurs tombereaux, cacophonie des klaxons, rumeurs surtout de cette fois, qui sont fortes et modulées comme une houle. Calcutta, on l'a assez répété, c'est une « chose » qui se respire et qui s'écoute en priorité.

Mais à bien regarder pendant plusieurs heures ces 100 mètres de trottoir qui vont du New Market à l'angle de Park Street, on découvre aussi le reste, tout le reste. La fourmillante activité des bords de rue d'abord ; cette vitalité infatigable des gagne-petit qui fait du moulage bout d'asphalte un extraordinaire condensé d'énergie.

Comme ils roulaient de remords, parachevés ici, pour qui distaient à distance sur les désespérantes parades du

Faites donc trois pas, d'une arcade à l'autre, en comptant, non pas les mendicants, mais les « démarcheurs » qui vous houpillent dans un anglais bricolé. Petits creurs, bien sûr... Ils sont bien une douzaine ici, vaillant jolousement sur leur demi-mètre carré. Si vous refusez leur offre, et comme ils ont leur fierté, ils vous disent : « O.K., Sir, to morrow » (demain), mais ne vous croyez pas quittes ! Trois jours après encore, ils vous reconnaîtront à la seconde et vous rappelleront à vos engagements, dignes mais acharnés pour un quart de roupie.

Tous les 10 mètres, anonymes, des petits racoleurs sortent, eux aussi, de la foule pour vous coller aux talons : « Venez donc, please, dans ma boutique, juste regarder ! Beaux saris, tissus, soles du Bengale... ». J'en ai suivi quelques-uns, le scénario est immuable : on vous traîne dans la cohue vers un rocoin du New Market — c'est toujours plus loin que promis — et l'accueil dans l'arrière-boutique est aussi cérémonieux que si vous étiez maharadjah du Bengale. Le Coca-Cola de bienvenue est dans la tradition, mais c'est une ruse de la politesse commerciale (pas commode ensuite de tout refuser à qui vous paye à boire). Puis, ce ne sont pas deux ou trois saris microbolants qu'on vous étale sur les genoux, mais dix, trente ; avant de pas-

ser aux coupons de sole sauvage, aux cotons des imprimés, sacs de cuir brut ou fausses statuettes védiques. A refuser obstinément ces trésors de pacotille, vous induisez le vendeur en erreur. Il s'imaginerait, venant jusqu'à lui, c'est que vous attendez autre chose, disons de spécial. Il change alors le physionomie, approche son tabouret et vous propose à voix basse du hashisch, de la cocaïne ou « une nice girl bien gentille ».

Ce n'est pas tout. Si j'ai bien compté, sur ces 100 mètres, quatre astrologues, accroupis sur des marches d'immeuble, cheveux tombant jusqu'aux épaules, mine toute pénétrée de sagesse, proposent leurs divinations tarifées. L'un d'eux, précise, sur un carton scotché au mur, qu'il parle un « correct english for visitors ». Une chose frappe : tous ont des clients ! L'Inde et la misère conjuguent sans doute leurs influences pour promouvoir, ici, cette superstition qui n'est jamais, à ce stade, que le dernier recours à l'espérance. Quand, en juillet, les débris du SkyLab américain menaçaient de tomber sur l'Asie, des milliers de gens — des grandes métropoles aux plus petits villages indiens — se ruèrent chez les voyants pour conjurer le destin.

Tout ça n'est pas rose, certes, mais témoigne, sur un seul bout de trottoir, d'un acharnement quotidien, d'une énergie à

« s'en sortir quand même », qui ne laisse pas indifférent. Ces mille et un remue-ménages de la rue, ces mixtures de « néo-dérivés », ne sont d'ailleurs pas du « folklore misérable ». Ils représentent ce que les autorités de la ville appellent justement le « secteur économique informel » et mobilisent 40 % de la population active.

Tout près des dernières arcades de mon trottoir, plusieurs vitrines sont tapissées d'affiches gribouillées au feutre noir. Des points d'exclamation partout ! « Nous nous battons pour notre pain et notre beurre ! ». « Non au paternalisme ! ». « Patrons, vous savez pourquoi nous sommes en lutte ? Des centaines de bureaux, d'usines ou d'agences sont en grève dans Calcutta. En permanence ou presque. Difficile, ici, de rester quelques heures d'affilée dans la rue sans croiser une manifestation énorme, calicots déployés, qui, dans le martèlement des slogans, se fraie un passage à travers les embouteillages. Y a-t-il, dans le monde, ville plus déchirée, plus violente, plus politisée que celle-ci ? Marmite en ébullition toute couverte de graffiti vengeurs, de faulx et de marteaux, peints au pochoir sur les murs, Calcutta donne toujours l'impression d'être au bord extrême de la révolution.

Périodiquement, par exemple, c'est là que les derniers naxalites, traqués par la police, relancent des campagnes terroristes au regard desquelles les Brigades rouges italiennes font pâle figure. Campagnes très « sélectives » le plus souvent et qui, dans les quartiers pauvres, ne sont pas si impopulaires. Exemples : avertissements très efficaces aux professeurs qui arrivent en retard à leurs cours, campagne contre le marché noir des places de cinéma, ramées au ordre de l'industrie des taxis, assassinats des plus riches usiniers, des indicateurs de police, des exploités notoires. Les naxalites envoient même, à leurs débuts, des lettres de menaces aux médecins de quartier. « Si vous prenez plus que les 32 roupies réglementaires pour une consultation, vous serez exécuté ». Les naxalites, pourtant, s'ils firent beaucoup parler d'eux au début des années 70, ont été peu à peu éliminés au prix d'une répression féroce. « Les étudiants révoltés, m'a dit un vieux résident étranger,

ont tendance à se réclamer encore des naxalites. C'est souvent une fanfaronnade ». En tout cas, si les communistes prosoviétiques sont désormais au pouvoir dans l'Etat du Bengale, la révolution, elle, n'a toujours pas éclaté à Calcutta. Par quel miracle ?

A regarder sous les arcades de Chowringhee Street l'entrée somptueuse de l'Oberoi Grand Hotel, on se dit en effet qu'il tient du miracle que Calcutta n'explose pas. Voilà bien un symbole ! Aux portes de ce château, fort luxueux, rempli sur ses salons, ses lustres et sa piscine climatisée, veillent des portiers en grand uniforme plein de galons dorés, panache sur la tête. Ils font en sorte, sieste levée, que tous les déplacements populaires n'éclaboussent pas la citadelle. Calcutta, ville paria, est aussi celle des inégalités sociales monstrueuses. C'est ici, reconnaissent tous les politiciens, que sont concentrées les plus grosses fortunes de l'Inde. Dans les quartiers luppés d'Alipore ou d'Alibazar, les grands commerçants marais entretiennent encore des « maisons » de vingt ou trente domestiques. On joue beaucoup au cricket et au bridge dans le parc du Tollygunge Club.

A mon fameux cocktail d'hier soir, un des invités, impavide, m'expliquait son « attachement pour Calcutta ». « Comprenez bien, ma femme et ma fille adorent faire du cheval, du tennis et du golf. Ici, c'est plus commode que nulle part ailleurs. Un autre monde de grand Indien aux cheveux gris, Craven au bout des doigts, insistant pour m'emmener visiter ses « immenses » plantations de thé dans le nord du pays. « J'y vais une ou deux fois par mois surveiller les régisseurs. Viendrez-vous ? »

Passer donc en revue toutes les dimensions de la vie quotidienne — politique, économie, colère, courage, détresse, etc. — et chercher bien sur la planète un seul endroit où les extrêmes se télescopent avec autant de violence qu'à Calcutta. Est-ce là, « in fine », l'explication des paradoxes de mon interlocuteur moustachu ? Calcutta, ville « humaine » jusqu'à l'exagération... Je ne sais qu'une chose : au soir d'une journée sur mon trottoir, tandis que défilait en rangs serrés la procession des petits employés de bureau sortant du travail, des sentiments bien bizarres « m'habitaient », comme disent les romanciers. Au-delà des premiers effrois, plus loin que les dégâts et les révoltes, oui, bon sang de bonsoir, on se surprend à l'aimer très fort, cette folle furieuse de 9 millions d'âmes.

(A suivre.)

(Voir le Monde depuis le 3 août.)



LE CONFLIT
A BIRANZARAN, O

Le membre du Congrès américain
contre les dirigeants du Pologne

Cambodge
Chaque semaine en Indochine
à un régime des régimes

Le Monde

étranger

LE CONFLIT SAHARIEN

A BIRANZARAN, OU L'ARMÉE A TENU...

De notre envoyé spécial

Biranzaran. — La mitraille a cessé de griser les murs des assemblées blanches. Le capitaine, commandant en second, a été fait prisonnier « comme beaucoup d'autres ». « C'était terrible, terrible », répète à mi-voix un sous-officier qui se dit « traumatisé par la violence des combats » et montre les impacts de balles sur sa jeep.

Il y a juste une semaine, samedi 11 août, près de trois mille combattants du Polisario déferlaient, à l'aube, sur la place. Pendant ce temps, à 150 kilomètres de là, à Dakhla, chef-lieu du Sahara occidental, quatre ministres, dépêchés par le roi Hassan II « à l'appel des populations », recevaient dans la tresse la demande d'allégeance au trône algérien des tribus du Tiris-El-Gharbia (le Monde du 14 août). Minuscule point d'eau, où quatre rassemblements les populations nomades. Biranzaran ouvre la voie de Dakhla : il fallait tenir, à un contre trois, dans cette brume sèche qui a longtemps retardé l'intervention de l'aviation.

L'armée royale a tenu, mais au prix de cent morts, et ses trophées sont minces : pas un seul prisonnier, un fossé comblé, dix réposoirs, cinquante soldats ennemis, quatre véhicules abandonnés par le Polisario, deux escadrons militaires percés de balles, un petit tas d'armes et de caisses de roquettes de fabrication soviétique. Les corps des trois

cent cinquante autres « mercenaires » tués, dont parlait le communiqué officiel de Rabat, ont été emmenés par les assaillants dans leur repli « pour qu'on ne puisse pas constater qu'il s'agissait d'Algériens ». Quant aux cent autres véhicules détruits, il suffirait d'aller « à-bas », un peu plus à l'est, pour les voir : « Seulement voilà, désolé, la nuit va bientôt tomber, on n'a pas le temps d'y aller. » Victoire ? Alors, dure, très dure victoire : « Croyez-moi, nous dit un capitaine, ces types-là sont drogués. Ils n'ont pratiquement pas de formation militaire et font tout comme des enfants. Si nos hommes n'étaient pas désemparés à se battre jusqu'au bout pour la patrie... »

Trente mille soldats marocains — sans compter les renforts de sept mille cinq cents hommes que va permettre d'envoyer le rapatriement des troupes précédemment stationnées au Sahara et en Mauritanie — sont engagés dans la bataille du Sahara. Ils sont répartis entre les places à tenir et les « C.M.V. », les commandos de la marche vers, patrouilles volantes d'une trentaine de véhicules faisant en permanence le terrain et prêts à fondre sur les colonnes du Polisario repérées par l'aviation.

Ahmed, vingt ans à peine, visage caché par son chèche noir, rentre

d'opération, les yeux brûlés par la lumière blanche des dunes, les vêtements alourdis de sable poisseux. « Oui, les accrochages, il y en a souvent, très souvent. » Un officier s'approche : on n'en saura pas plus.

« Nous sommes chez nous »

Même autour d'El-Aoun, l'ancienne capitale du Sahara espagnol, grouillants de soldats, et siège de l'état-major, le colonel-major Abouk, on craint les coups de main. La nuit, les avions qui assurent la liaison avec le Nord décollent tous feux éteints. Le 14 juin encore, le Polisario a tenté une attaque. C'est le jour-là que Mohamed Ali a été fait prisonnier : « Vous voyez, c'est un Algérien. » C'est vrai, il vivait en Algérie, il le reconnaît sans difficulté, mais « au Sahara », et quand on lui demande sa nationalité, il s'embrouille. Il est marocain, puis sa famille est originaire de ce Sahara-ci, que contrôle aujourd'hui le Maroc : Algérien, puisque ses parents se sont installés à-bas et qu'il les avait rejointes dès 1965. Bref, il est nommé sahraoui. Et le délégué du ministère marocain de l'information à El-Aoun l'écoute parler avec un drôle de sourire : lui, un cousin à Alger, membre de la direction du

Polisario. Il a résolu, pour sa part, l'atmosphère des minorités transnationales : « Je suis Marocain d'abord et Sahraoui ensuite. »

Le lieutenant-colonel d'infanterie résume la situation à sa manière : « Tout se passe dans les successions de rébellions. Que cela dure vingt, trente ou quarante ans, nous resterons là. Il s'agit d'une opération de maintien de l'ordre : nous sommes chez nous. »

Quelques instants plus tard, à la sortie d'El-Aoun, nos Land-Rover auront des difficultés à rester en colonne : un repli de terrain, une dune, et sans qu'on ait eu le temps de comprendre, on ne voit plus que du sable, le soleil, et par instants, de gros buissons épais dans lesquels une automitrailleuse peut, affirme le colonel-major Abouk, « se planquer » sans difficulté.

Commandant du « front sud », H. A. depuis moins d'une semaine, une nouvelle province à défendre. Ses plans sont déjà faits : l'armée ne multipliera pas les implantations fixes. Il n'y a pas de population à protéger, et ce sera donc aux unités mobiles d'empêcher les infiltrations de commandos venant de cette Mauritanie qu'il qualifie de « finis ». « Vous voyez, les Algériens mettent en place, à Nouakchott, une équipe à eux et ils s'embrassent. »

Apparemment, ce projet n'attire pas outre mesure notre interlocuteur, qui semble prêt à accepter l'idée que l'Algérie s'implante solidement en Mauritanie, à la condition qu'elle laisse le Maroc en paix à l'intérieur de ses nouvelles frontières sahariennes. Hassan II, déjà, dans le discours qu'il a prononcé le mardi 14 août à l'issue de la cérémonie d'allégeance des tribus de Tiris-El-Gharbia, appelait les hommes du Polisario à « retourner » dans leur pays, la Mauritanie, dont chacun à Rabat laisse entendre qu'elle est à prendre.

BERNARD GUETTA.

LA CONFIRMATION DES MASSACRES DE BANGUI

Paris annonce la «suspension de l'aide financière à l'exception des opérations concernant la santé, l'éducation et l'alimentation»

A la suite de la publication du rapport de la «mission de constatation» africaine concluant à la participation personnelle «quasi certaine» de l'empereur Bokassa, le ministre de la coopération a annoncé, dans un communiqué publié vendredi 17 août, que Paris décidait la «suspension de l'aide financière française à l'Etat centrafricain, à la seule exception des opérations concernant la santé, l'éducation et l'alimentation qui affectent directement la vie de la population». Le communiqué précise à ce propos que celle-ci «ne doit pas avoir à souffrir d'événements dans lesquels elle n'a aucune responsabilité». Il rappelle que la mission de constatation a conclu «sous la responsabilité de ses membres, à de graves violations des droits de l'homme à Bangui».

L'aide financière s'est élevée, en 1978, à 150 millions de francs et l'assistance technique, pour la même année, à près de 81 millions de francs. Trois cents quatre-vingt-cinq coopérants, dont deux cent trente-quatre enseignants et cent quinze médecins, qui ne sont pas concernés par les mesures annoncées, travaillent dans l'empire centrafricain. On ignorait encore l'état d'après-midi, ce samedi 18 août, le nombre exact des coopérants qui pourraient être rappelés et le montant des crédits supprimés.

Une mission de M. Journiac

Par ailleurs, on apprend de bonne source que M. René Journiac, conseiller de la présidence de la République, s'est rendu au début du mois à Francville (Gabon) où il a rencontré l'empereur Bokassa, avec l'accord de plusieurs chefs d'Etat africains, afin de lui demander de s'efforcer et de transmettre le pouvoir à un

conseil de régence. L'empereur a répondu sans ménagements cette suggestion et est intervenu auprès de plusieurs chefs d'Etat pour leur demander d'empêcher la publication du rapport de la «mission de constatation».

● A BRUXELLES, le porte-parole de la Commission européenne a annoncé vendredi que celle-ci s'associe l'indignation manifestée de toutes parts par l'opinion publique et condamne sévèrement les responsables des massacres d'enfants à Bangui. Les Communautés européennes dans les cas de violations flagrantes des droits de l'homme, prend toutes les mesures nécessaires pour assurer que son aide, au titre de la convention de Lomé, est effectivement utilisée en fonction des besoins des populations bénéficiaires sans pouvoir être détournée.

● A DAKAR, le quotidien le Soleil écrit dans son éditorial, après avoir stigmatisé les «instincts sanguinaires» de Bokassa : «L'Afrique doit prendre conscience qu'elle n'est pas un terrain de jeu pour les tyrans et que d'autres tyrans peuvent surgir. Elle doit cesser d'être complice par son silence de tous les Bokassa présents et à venir.»

● A MONROVIA, le Liberator, organe officiel du parti unique, estime que Bokassa «devrait abdiquer et rapatrier, et depuis, s'occuper de sa santé et de sa famille». L'indépendance des nations africaines, celles-ci ont été surtout jugées d'après les actes de quelques despotes, et non sur la stabilité ou la politique suivie par le nombre d'entre elles ont su mettre en œuvre. — (A.F.P.)

(Le communiqué laconique publié par le ministère de la coopération ne se garde pas seulement de porter un jugement sur les crimes commis à Bangui. Il juge indispensable de rappeler que les magistrats africains qui ont courageusement dénoncé sans ambiguïté les crimes de Bokassa se sont exprimés sous leur seule responsabilité.)

Motus timoré, la C.E.E. ose s'associer à l'indignation générale et condamner sévèrement le tyran de Bangui et ses complices. Il est vrai qu'elle n'a pas, dans l'Empire centrafricain, les mêmes intérêts que la France. Et est tout aussi vrai que le ministère de la coopération et les autorités françaises auront mené jusqu'au bout leur politique de la bouche connue.

LES RÉACTIONS

● M. Louis Maccandieu, député socialiste du Calvados, exprime dans une question écrite au premier ministre, son «étonnement devant la singulière mansuétude dont a bénéficié le tyran de Bangui, chef de l'Etat centrafricain, de la part du gouvernement français», et demande «quelles mesures le gouvernement compte prendre pour protéger la vie des citoyens encore menacés par ce sanglant empereur de carnaval».

● M. André Dilligent, secrétaire général du C.D.S., évoquant les massacres d'enfants en centrafricain, a estimé, vendredi 17 août, que la France ne pouvait plus «servir de caution ni d'alibi à un tel régime. Il y a un moment où il faut savoir dire non».

● M. Robert Monodargent, député communiste du Val-d'Oise, demande, dans une question écrite adressée au premier ministre : «Pour quelles raisons le gouvernement a-t-il publiquement refusé de reconnaître les faits et continué d'entretenir des relations privilégiées avec l'empereur Bokassa et a ainsi couvert ces tortures, mutilations, emprisonnements et assassinats...?»

Il réclame la suppression de toute aide politique, financière et militaire à ce régime et l'arrêt de la coopération militaire avec le Zaïre.

● Le général Mobutu, président de la République du Zaïre, qui séjourne à Montreux (Suisse), a reçu vendredi 17 août M. Robert Galley, ministre de la coopération. — (A.F.P.)

● La Cour suprême de justice de Kinshasa a condamné M. Tépatozole Zambezi, ancien ministre saïrois de l'Agriculture, à vingt ans de travaux forcés, à l'encontre de M. Yumba et M. Minkendi reconnus «coauteurs du détournement» de l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Kikuta, a été condamné à deux ans de prison. — (A.F.P.)

M. Tépatozole Zambezi avait été délégué devant la Cour le 2 août dernier pour détournement de fonds publics estimés à 9 millions de zaires (25,3 millions de francs français).

La Cour suprême de justice a, par ailleurs, prononcé des peines allant de six à quatre ans de travaux forcés à l'encontre de M. Yumba et M. Minkendi reconnus «coauteurs du détournement» de l'ancien ministre de l'Agriculture, M. Kikuta, a été condamné à deux ans de prison. — (A.F.P.)

Guinée Equatoriale

«L'ARMÉE SUPERVISERA TOUT» déclare le chef du nouveau régime

Madrid (Reuter). — «L'Armée équato-guinéenne demeurera au pouvoir même si le gouvernement comprend des civils», a déclaré le lieutenant-colonel Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, chef du mouvement révolutionnaire, lors d'une interview publiée vendredi 17 août par le quotidien espagnol El País.

L'armée «superviserait tout», précise le président du Conseil militaire suprême, ajoutant que durant les onze années de règne de l'ancien président Francisco Macías Nguema, «les politiciens ont semé le désordre partout».

Il demande d'autre part à tous les exilés de rentrer en Guinée-Equatoriale, quelles que soient leurs idées politiques. La révolution doit marquer le début d'une ère nouvelle, dit-il, mais rien ne presse, nous devons d'abord former le conseil suprême puis un gouvernement, «séparé et indépendant des civils».

L'ancien président, qui se cache toujours dans la brousse, sera, s'il est capturé, «interné dans un hôpital psychiatrique avant d'être tué».

Interrogé sur les liens de la Guinée-Equatoriale avec l'Espagne, le colonel Mbasogo déclare : «Avec le nouveau régime, non seulement l'Espagne, mais l'Europe entière, les pays socialistes et tous ceux qui le veulent trouveront les portes ouvertes et pourront effectuer des investissements dans le pays.» Nous voulons voir de nombreux touristes, a-t-il ajouté.

ASIE

Cambodge

Le prince Sihanouk souhaite se rendre en Belgique à l'occasion de la réunion d'un congrès des réfugiés

Le prince Norodom Sihanouk a obtenu des autorités belges l'autorisation de se rendre prochainement à Bruxelles. Sa visite coïnciderait avec la réunion, dans la capitale belge, d'un congrès des organisations khmères à l'étranger qui devrait se tenir en septembre ou en octobre, après avoir été originellement prévu en août à Paris.

Cette réunion de tous les Cambodgiens opposés aux régimes khmer rouge et pro-vietnamien se prononcera sur la création d'un Front, voire d'un gouvernement en exil, très probablement présidé par le prince Sihanouk. Ce dernier pourrait alors se présenter comme le représentant «authentique» du peuple cambodgien dans le cas où une conférence internationale sur le Cambodge verra le jour, comme le souhaitent plusieurs pays occidentaux — tels les Etats-Unis, le Japon — et les cinq pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.), qui regroupent l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

Ce congrès — si toutefois les réfugiés khmers très divisés parviennent à se mettre d'accord — devrait permettre au prince d'obtenir de ses partisans la «légitimité» qui lui manque

pour apparaître comme la seule alternative valable et capable de refaire l'unité d'un Cambodge en proie à la guerre et à la famine.

D'autre part, le prince Sihanouk a rendu public le texte d'une lettre qu'il a envoyée au secrétaire général des Nations unies, dans laquelle il demande la création par cette organisation d'une commission internationale de contrôle au Cambodge. Celle-ci, semblable à celle mise sur pied à Genève en 1954, aurait pour but d'organiser des élections générales ouvertes à tous «sans exception», de faire respecter les résultats du suffrage universel, et une fois les troupes vietnamiennes parties, de désarmer les Khmers rouges. Le prince admet donc la participation des Khmers rouges et des Khmers Vietnamiens — ainsi qu'il qualifie le nouveau régime de Phnom-Penh — de même qu'il avait accepté qu'ils adhèrent à son futur Front «à condition qu'ils appliquent également notre programme politique en externe».

Enfin, le prince Sihanouk demande que les sièges du Cambodge aux Nations unies et à la conférence des pays non-alignés de La Havane — actuellement occupés par les partisans de M. Pol Pot et revendiqués par ceux de M. Heng Samrin — soient déclarés vacants. — P. de B.

Afghanistan

LES INSURGÉS MUSULMANS ONT EXÉCUTÉ TRENTE-QUATRE RESPONSABLES DU PARTI KHALQ

Les rebelles musulmans afghans auraient lancé des opérations de grande envergure contre l'armée du régime de Kaboul, ont affirmé jeudi 16 août les opposants réfugiés au Pakistan. Les insurgés se seraient emparés de tout le district de Tachir, dans la province de Ramak, au centre du pays. Une brigade motorisée qui a rejoint l'insurrection aurait participé aux combats. Au même moment, des «tribunaux islamiques» ont condamné à mort et fait exécuter trente-quatre responsables du parti Khalq au pouvoir ; sept d'entre eux ont été exécutés dans le district voisin de Zaranj.

D'autre part, les insurgés ont annoncé qu'ils avaient attaqué les forces gouvernementales qui défendent la ville de Gardes, capitale de la province de Pakia, au sud de Kaboul. Une partie importante de la province serait passée sous leur contrôle.

Enfin, l'attaché militaire afghan à New-Delhi, le colonel Mohamed Sarwar, s'est réfugié au Pakistan où il a demandé l'asile politique, a-t-on appris vendredi à Islamabad. Ancien commandant de la IV^e division blindée qui renversa le président Daoud en avril 1978, il se trouvait au moment du coup d'Etat en Union soviétique. — (U.P.I., A.F.P.)

Gabon

La fête nationale fait oublier pour quelques jours les soucis économiques

De notre envoyée spéciale.

Libreville. — «Notre fête nationale marque cette année une pause à Libreville, et le défilé de révolutions spectaculaires, dont bénéficie à tour de rôle nos capitales provinciales, ne reprendra qu'à l'occasion du vingt-deuxième anniversaire de notre indépendance. C'est par ce rappel de l'ère d'austérité décidée par le gouvernement gabonais en 1978 (le Monde du 3 février 1979) que le président Bongo a commencé son message à la nation à l'occasion, vendredi 17 août, de la fête nationale qui marque le dix-neuvième anniversaire de l'indépendance du Gabon.

Traditionnellement, en effet, les fêtes de l'indépendance se déroulent à tour de rôle dans chacune des neuf capitales provinciales (1), permettant ainsi le développement d'une infrastructure hôtelière, routière ou de télécommunications dans des villes de province de petite ou moyenne importance. Le déplacement à cette occasion de tout l'appareil de l'Etat est considéré, en outre, comme un moyen de resserrer la cohésion nationale.

La «pause de Libreville» n'a cependant pas été une fois nombreuse se pressait le long du boulevard de l'Indépendance, large artère en bord de mer sur laquelle ont défilé pendant près de trois heures militaires et civils, du parti démocratique gabonais (P.D.G.), le parti unique du Gabon.

Le ciel était bas et la brise plutôt fraîche quand trois Fouga Magister, destinés en jumelles vertes, jaunes et bleues l'emblème national, ont ouvert le défilé devant le président Bongo et le premier ministre, M. Léon M'batia. Les détachements militaires de chaque arme ont été très applaudis, mais les vedettes de ce défilé auront été les «bérêts verts» de la garde présidentielle au pas martial et à l'équipement très moderne.

Les scouts et les enfants de l'Union des jeunes gabonais

ont ouvert le défilé civil auquel participaient de nombreuses représentations de l'Union fédérale du parti démocratique gabonais dont la présidente est Mme Bongo. Drapées dans des pagennes mauves, bleues ou vertes et jaunes, à l'effigie du président, les femmes des différents quartiers de la capitale, souvent conduites par l'épouse d'un ministre ou d'un haut fonctionnaire, bras levés ou main sur le cœur, ont défilé d'un pas plutôt chaloupé sur des airs composés par «Madame la Présidente» et interprétés par la fanfare militaire.

Pour quelques jours, les Gabonais ont donc oublié leurs soucis économiques et le plan de stabilisation en vigueur jusqu'à la fin de l'année. Dans son message à la nation, le président Bongo en a souligné les premiers résultats positifs qui «ont déjà permis de réduire l'endettement extérieur du pays de 50 % et surtout de créer un climat favorable au retour et à la diversification des aides publiques extérieures». Le président gabonais, tout en insistant une fois de plus sur la nécessité de développer et d'organiser l'agriculture, a dressé un tableau encourageant de la production minière et s'est montré optimiste pour l'avenir pétrolier du Gabon. «Nous avons acquis aujourd'hui le ferme espoir, sinon la certitude, que des réserves exploitables existent, notamment dans le sud-ouest du pays, près de Mayoumba (2)», a-t-il notamment déclaré. Cette récente découverte, sur l'importance de laquelle chacun reste discret, permettra-t-elle au Gabon d'asseoir plus vite les effets négatifs d'un développement mal contrôlé et trop rapide?

FRANÇOISE CHIPAUX.

(1) Libreville, Oyem, Makokou, Koulamoutou, Francville, Dikoula, Tchibanga, Port-Gentil, Lambaréné.

(2) Elf-Gabon a annoncé récemment la découverte d'un gisement à 50 kilomètres en mer, au large de Mayoumba.

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION EN IRAN ET LA RÉBELLION KURDE

L'imam Khomeiny somme l'armée de rétablir l'ordre

(Suite de la première page.)

Ignorant apparemment la nouvelle loi sur la presse qui, d'ores et déjà, réglemente sévèrement ce secteur, l'imam Khomeiny a demandé au procureur général de fermer tous les journaux et publications qui couvrent contre les intérêts du peuple. « Nous devons être violents », a-t-il dit, « contre ceux qui n'ont pas confiance dans l'islam ». Il a ajouté qu'il « regrette » de ne pas avoir agi plus sévèrement depuis le début en interdisant tous les partis et organisations politiques et en « installant des gibets sur les places publiques ».

Il a été particulièrement violent à l'égard des Kurdes : « Nous offrons le droit de la vie démocratique au Kurdistan devant les tribunaux, et nous le jugeons. Les Kurdes sont les plus grands des « kofers » (infidèles) et nous répondons à leurs actes en conséquence ».

Le durcissement de ton de l'imam Khomeiny semble avoir été provoqué par la violence des combats qui se déroulent depuis quelques jours entre les gardes révolutionnaires et les pechmanges (combattants kurdes) autour de la ville de Paveh, à la frontière irano-irakienne. Selon l'agence officielle Pars, plus de quarante gardes révolutionnaires auraient été tués au cours des combats, et le vice-premier ministre, M. Mustapha Chamrany, qui s'était rendu sur les lieux, serait blessé dans une localité non identifiée, avec une vingtaine de gardiens de la révolution. Les autorités ont reconnu la perte d'un Phantom F-4 et d'un hélicoptère. Les combats ont été abandonnés par ses habitants, entre les gardiens de la révolution, dépechés en renfort sur les lieux, et les autonomistes kurdes.

Les affrontements à Téhéran

La situation est jugée très grave à Téhéran, où le quartier général des forces du Conseil de la révolution a lancé, vendredi soir, à la télévision, l'ordre à toutes les unités de la capitale de réintégrer leurs casernes avant minuit.

AMÉRIQUES

Chili

LA JUSTICE ARGENTINE ROUVRE LE DOSSIER DE L'ASSASSINAT DU GÉNÉRAL PRATS

La justice argentine va rouvrir le dossier de l'assassinat du général Prats, mort le 30 septembre 1974 à Buenos-Aires dans l'explosion de sa voiture. L'Américain Michael Townerley (agent de la police politique chilienne) a été impliqué dans l'assassinat d'Orlando Letelier, ancien ministre de Salvador Allende) pourrait, en effet, avoir participé à l'attentat contre l'ancien commandant en chef de l'armée de terre chilienne, réfugié à Buenos-Aires après le coup d'État du général Pinochet. Des éléments recueillis par deux envoyés de la justice argentine aux États-Unis démontrent, en effet, que Michael Townerley était venu sous une fausse identité à Buenos-Aires dans les jours précédant l'assassinat de Carlos Prats, et qu'il en était reparti quelques heures après le crime. Le dossier avait, d'abord, été classé par une ordonnance de non-lieu.

En revanche, le général Enrique Morel, président du tribunal militaire de Santiago, a ordonné, le 16 août, l'abandon des poursuites engagées contre huit policiers accusés d'avoir massacré, en 1973 à Isla de Maipo, près de la capitale, quinze ouvriers agricoles, sympathisants de l'ancien président Allende.

Nicaragua

Le QUOTIDIEN LA PRENSA a repris sa parution, le jeudi 16 août. Ses installations avaient été détruites par la garde nationale lors de la guerre civile. Le quotidien, qui appartenait à Pedro Joaquín Chamorro, assassiné le 10 janvier 1978, sera temporairement imprimé à León, à 100 kilomètres au nord-ouest de Managua. — (A.F.P.)

Belgique

DEUX PALESTINIENS, accusés d'être auteurs de la bombe à l'aéroport de Bruxelles, le 16 avril dernier, ont été condamnés, le jeudi 16 août, à huit ans de prison par un tribunal belge. Fawzi Dack et Hosni Rad Mahmoud qui avaient fait exploser des bombes à l'arrivée d'un avion de la compagnie israélienne El Al, blessant douze personnes, pourraient être rapidement expulsés de Belgique. — (Reuters.)

Costa-Rica

UNE VAGUE DE GREVES paralyse plusieurs secteurs économiques du Costa-Rica. Le port autonome de Puerto Limón est largement immobilisé par l'arrêt de travail de sept mille employés; l'exportation des bananes, la principale activité, est interrompue. Les ouvriers de la raffinerie de Puerto Limón sont également en grève depuis le 12 août; ils réclament des hausses de salaire et une amélioration des conditions de travail. A l'université du Costa-Rica, les enseignants revendiquent des crédits plus importants, et l'Association nationale des enseignants (ANDE), qui regroupe trente mille professeurs, a décidé d'appeler ses adhérents à cesser le travail en vue d'obtenir des augmentations de traitement. — (A.F.P.)

Espagne

M. JOSEPH TARRADELLAS envisage d'abandonner la présidence de la Généralité (gouvernement régional) de Catalogne. « Je crois », a-t-il indiqué le 17 août, que la responsabilité de l'avenir de la Catalogne incombe désormais aux nouvelles générations. Ce serait une erreur de m'accrocher au pouvoir alors que ma mission est sur le point d'être accomplie. La Généralité, en place depuis octobre 1977, doit prochainement être dotée de pouvoirs plus étendus, après l'accord sur l'autonomie de la Catalogne, signé le 7 août à Madrid. — (A.F.P.)

Italie

Mme LINA MERLINI, sénateur, qui fit passer en 1968 la loi abolissant les maisons closes en Italie, est décédée jeudi 16 août, à Padoue.

La « menace kurde » n'a réduit en rien la violence des affrontements entre factions, à Téhéran même. En plein centre de la capitale, l'imposant building de neuf étages qui, sous le régime du chah, abritait le siège de la fondation Pahlavi, a été transformé en une véritable place forte. Les Moudjahidin du peuple, qui, depuis la révolution de février, ont installé leur quartier général, attendent depuis six jours l'assaut des groupes extrémistes qui, lundi matin, avaient accablé le siège des Fedayin du peuple, avant de le livrer aux milices islamiques de l'imam Khomeiny.

Depuis, plusieurs milliers de militants de l'organisation progressiste musulmane veillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre devant le siège du mouvement.

« Nous n'abandonnerons jamais notre quartier général. Pour nous, il s'agit d'une question de principe et de même temps d'une affaire politique. Ils veulent à tout prix nous contraindre à nous retirer, dans la clandestinité pour rendre notre travail difficile. Mais nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire et nous nous défendrons ».

Les mo'jahidin sont persuadés que les « phalangistes » (nom que l'on donne ici aux « casseurs » islamiques) finiront par venir. Ils estiment qu'en tant que musulmans, progressistes et libéraux, ils représentent pour les extrémistes un danger plus grave que les marxistes. « Ils sont devenus enragés depuis que nous avons remporté un succès notable aux élections de la Constituante en recueillant 15 % des voix à Téhéran, n'ayant d'ailleurs aucune légitimité qu'ils ont eue », ils ont dit.

Les mojahidin soupçonnent les peshas et les comités islamiques d'être de connivence avec les phalangistes. Cette opinion est largement partagée dans les milieux de l'opposition libérale ou de gauche. Ces deux corps, chargés de la sécurité, comportent en leur sein plusieurs centres de décision antagonistes, ce qui explique d'ailleurs la fréquence des heurts qui opposent les mojahidin aux peshas.

Le nombre des « casseurs » Après le retour de l'imam Khomeiny à Téhéran, les « phalangistes » sont intervenus contre les manifestations de femmes qui refusaient de porter le « chador ». Pour la première fois, ils eurent recours à l'arme blanche et aux gourdins pour dissuader les cortèges. Depuis, le nombre des « casseurs » a augmenté d'une manière inquiétante. Ils sont recrutés, généralement, parmi les bandes déclassées du sud de Téhéran, et leur style ressemble fort à celui des bandes déclassées du régime du chah.

En règle générale, les « phalangistes » agissent indépendamment des autres groupes musulmans, mais on a pu constater lundi, au cours de la grande contre-manifestation organisée en faveur de l'interdiction de l'Avandegan, qu'ils utilisaient, mot pour mot, les mêmes slogans que l'organisation intégriste Moudjahidin Engalab Islami (« Les combattants de la révolution islamique »). On peut en déduire qu'il existe tout au moins une certaine coordination entre eux et cette organisation très proche du parti républicain islamique, formation qui se réclame de

le procureur général du tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran, M. Bani Sadr, mais ce dernier s'est, depuis, dissocié de ce mouvement.

Qui sont donc ces phalangistes que personne, même parmi les religieux de droite, n'ose nommer ouvertement ? Et pour le compte de qui agissent-ils ? Ces questions demeurent sans réponse. On sait seulement que ces bandes d'ultras étaient actives avant même le retour de l'imam Khomeiny à Téhéran, en février dernier. A l'époque, ils menaient une campagne systématique contre les journaux indépendants, envahissant les rédactions pour obliger les journalistes à suivre une « politique intégrale islamique ». Leur cri de guerre était : « La Hezbe illa Hezbe Allah » (pas de parti en dehors du parti de Dieu). D'où le nom de Hezbe Allah qui leur a été improprement attribué. Les Hezbe Allah (des partis de Dieu), en effet, foisonnent et tous ne sont pas d'accord avec les objectifs et les méthodes des « phalangistes ».

Reste à expliquer l'étrange passivité dont a fait preuve, dans toute cette affaire, le gouvernement de M. Bazargan. Certains affirment qu'il est trop faible pour résister. D'autres, notamment dans l'entourage de l'imam Khomeiny, assurent que le cabinet « fautive » ces bandes puisqu'elles combattent les groupes gauchistes et, du même coup, discréditent l'aile radicale ou révolutionnaire du clergé. D'autres encore attribuent la responsabilité des émeutes à des éléments de droite, religieux, militaires ou civils, qui gravitent autour des deux « gouvernements » parallèles de Qom et de Téhéran.

JEAN GUEYRAS.

Le procureur général du tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran, M. Bani Sadr, mais ce dernier s'est, depuis, dissocié de ce mouvement.

Qui sont donc ces phalangistes que personne, même parmi les religieux de droite, n'ose nommer ouvertement ? Et pour le compte de qui agissent-ils ? Ces questions demeurent sans réponse. On sait seulement que ces bandes d'ultras étaient actives avant même le retour de l'imam Khomeiny à Téhéran, en février dernier. A l'époque, ils menaient une campagne systématique contre les journaux indépendants, envahissant les rédactions pour obliger les journalistes à suivre une « politique intégrale islamique ». Leur cri de guerre était : « La Hezbe illa Hezbe Allah » (pas de parti en dehors du parti de Dieu). D'où le nom de Hezbe Allah qui leur a été improprement attribué. Les Hezbe Allah (des partis de Dieu), en effet, foisonnent et tous ne sont pas d'accord avec les objectifs et les méthodes des « phalangistes ».

Reste à expliquer l'étrange passivité dont a fait preuve, dans toute cette affaire, le gouvernement de M. Bazargan. Certains affirment qu'il est trop faible pour résister. D'autres, notamment dans l'entourage de l'imam Khomeiny, assurent que le cabinet « fautive » ces bandes puisqu'elles combattent les groupes gauchistes et, du même coup, discréditent l'aile radicale ou révolutionnaire du clergé. D'autres encore attribuent la responsabilité des émeutes à des éléments de droite, religieux, militaires ou civils, qui gravitent autour des deux « gouvernements » parallèles de Qom et de Téhéran.

Le procureur général du tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran, M. Bani Sadr, mais ce dernier s'est, depuis, dissocié de ce mouvement.

Qui sont donc ces phalangistes que personne, même parmi les religieux de droite, n'ose nommer ouvertement ? Et pour le compte de qui agissent-ils ? Ces questions demeurent sans réponse. On sait seulement que ces bandes d'ultras étaient actives avant même le retour de l'imam Khomeiny à Téhéran, en février dernier. A l'époque, ils menaient une campagne systématique contre les journaux indépendants, envahissant les rédactions pour obliger les journalistes à suivre une « politique intégrale islamique ». Leur cri de guerre était : « La Hezbe illa Hezbe Allah » (pas de parti en dehors du parti de Dieu). D'où le nom de Hezbe Allah qui leur a été improprement attribué. Les Hezbe Allah (des partis de Dieu), en effet, foisonnent et tous ne sont pas d'accord avec les objectifs et les méthodes des « phalangistes ».

Reste à expliquer l'étrange passivité dont a fait preuve, dans toute cette affaire, le gouvernement de M. Bazargan. Certains affirment qu'il est trop faible pour résister. D'autres, notamment dans l'entourage de l'imam Khomeiny, assurent que le cabinet « fautive » ces bandes puisqu'elles combattent les groupes gauchistes et, du même coup, discréditent l'aile radicale ou révolutionnaire du clergé. D'autres encore attribuent la responsabilité des émeutes à des éléments de droite, religieux, militaires ou civils, qui gravitent autour des deux « gouvernements » parallèles de Qom et de Téhéran.

JEAN GUEYRAS.

Le procureur général du tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran, M. Bani Sadr, mais ce dernier s'est, depuis, dissocié de ce mouvement.

Qui sont donc ces phalangistes que personne, même parmi les religieux de droite, n'ose nommer ouvertement ? Et pour le compte de qui agissent-ils ? Ces questions demeurent sans réponse. On sait seulement que ces bandes d'ultras étaient actives avant même le retour de l'imam Khomeiny à Téhéran, en février dernier. A l'époque, ils menaient une campagne systématique contre les journaux indépendants, envahissant les rédactions pour obliger les journalistes à suivre une « politique intégrale islamique ». Leur cri de guerre était : « La Hezbe illa Hezbe Allah » (pas de parti en dehors du parti de Dieu). D'où le nom de Hezbe Allah qui leur a été improprement attribué. Les Hezbe Allah (des partis de Dieu), en effet, foisonnent et tous ne sont pas d'accord avec les objectifs et les méthodes des « phalangistes ».

Reste à expliquer l'étrange passivité dont a fait preuve, dans toute cette affaire, le gouvernement de M. Bazargan. Certains affirment qu'il est trop faible pour résister. D'autres, notamment dans l'entourage de l'imam Khomeiny, assurent que le cabinet « fautive » ces bandes puisqu'elles combattent les groupes gauchistes et, du même coup, discréditent l'aile radicale ou révolutionnaire du clergé. D'autres encore attribuent la responsabilité des émeutes à des éléments de droite, religieux, militaires ou civils, qui gravitent autour des deux « gouvernements » parallèles de Qom et de Téhéran.

JEAN GUEYRAS.

Le procureur général du tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran, M. Bani Sadr, mais ce dernier s'est, depuis, dissocié de ce mouvement.

Qui sont donc ces phalangistes que personne, même parmi les religieux de droite, n'ose nommer ouvertement ? Et pour le compte de qui agissent-ils ? Ces questions demeurent sans réponse. On sait seulement que ces bandes d'ultras étaient actives avant même le retour de l'imam Khomeiny à Téhéran, en février dernier. A l'époque, ils menaient une campagne systématique contre les journaux indépendants, envahissant les rédactions pour obliger les journalistes à suivre une « politique intégrale islamique ». Leur cri de guerre était : « La Hezbe illa Hezbe Allah » (pas de parti en dehors du parti de Dieu). D'où le nom de Hezbe Allah qui leur a été improprement attribué. Les Hezbe Allah (des partis de Dieu), en effet, foisonnent et tous ne sont pas d'accord avec les objectifs et les méthodes des « phalangistes ».

Reste à expliquer l'étrange passivité dont a fait preuve, dans toute cette affaire, le gouvernement de M. Bazargan. Certains affirment qu'il est trop faible pour résister. D'autres, notamment dans l'entourage de l'imam Khomeiny, assurent que le cabinet « fautive » ces bandes puisqu'elles combattent les groupes gauchistes et, du même coup, discréditent l'aile radicale ou révolutionnaire du clergé. D'autres encore attribuent la responsabilité des émeutes à des éléments de droite, religieux, militaires ou civils, qui gravitent autour des deux « gouvernements » parallèles de Qom et de Téhéran.

JEAN GUEYRAS.

Le procureur général du tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran, M. Bani Sadr, mais ce dernier s'est, depuis, dissocié de ce mouvement.

Qui sont donc ces phalangistes que personne, même parmi les religieux de droite, n'ose nommer ouvertement ? Et pour le compte de qui agissent-ils ? Ces questions demeurent sans réponse. On sait seulement que ces bandes d'ultras étaient actives avant même le retour de l'imam Khomeiny à Téhéran, en février dernier. A l'époque, ils menaient une campagne systématique contre les journaux indépendants, envahissant les rédactions pour obliger les journalistes à suivre une « politique intégrale islamique ». Leur cri de guerre était : « La Hezbe illa Hezbe Allah » (pas de parti en dehors du parti de Dieu). D'où le nom de Hezbe Allah qui leur a été improprement attribué. Les Hezbe Allah (des partis de Dieu), en effet, foisonnent et tous ne sont pas d'accord avec les objectifs et les méthodes des « phalangistes ».

Reste à expliquer l'étrange passivité dont a fait preuve, dans toute cette affaire, le gouvernement de M. Bazargan. Certains affirment qu'il est trop faible pour résister. D'autres, notamment dans l'entourage de l'imam Khomeiny, assurent que le cabinet « fautive » ces bandes puisqu'elles combattent les groupes gauchistes et, du même coup, discréditent l'aile radicale ou révolutionnaire du clergé. D'autres encore attribuent la responsabilité des émeutes à des éléments de droite, religieux, militaires ou civils, qui gravitent autour des deux « gouvernements » parallèles de Qom et de Téhéran.

JEAN GUEYRAS.

Le procureur général du tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran, M. Bani Sadr, mais ce dernier s'est, depuis, dissocié de ce mouvement.

Qui sont donc ces phalangistes que personne, même parmi les religieux de droite, n'ose nommer ouvertement ? Et pour le compte de qui agissent-ils ? Ces questions demeurent sans réponse. On sait seulement que ces bandes d'ultras étaient actives avant même le retour de l'imam Khomeiny à Téhéran, en février dernier. A l'époque, ils menaient une campagne systématique contre les journaux indépendants, envahissant les rédactions pour obliger les journalistes à suivre une « politique intégrale islamique ». Leur cri de guerre était : « La Hezbe illa Hezbe Allah » (pas de parti en dehors du parti de Dieu). D'où le nom de Hezbe Allah qui leur a été improprement attribué. Les Hezbe Allah (des partis de Dieu), en effet, foisonnent et tous ne sont pas d'accord avec les objectifs et les méthodes des « phalangistes ».

Reste à expliquer l'étrange passivité dont a fait preuve, dans toute cette affaire, le gouvernement de M. Bazargan. Certains affirment qu'il est trop faible pour résister. D'autres, notamment dans l'entourage de l'imam Khomeiny, assurent que le cabinet « fautive » ces bandes puisqu'elles combattent les groupes gauchistes et, du même coup, discréditent l'aile radicale ou révolutionnaire du clergé. D'autres encore attribuent la responsabilité des émeutes à des éléments de droite, religieux, militaires ou civils, qui gravitent autour des deux « gouvernements » parallèles de Qom et de Téhéran.

JEAN GUEYRAS.

Le procureur général du tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran, M. Bani Sadr, mais ce dernier s'est, depuis, dissocié de ce mouvement.

Qui sont donc ces phalangistes que personne, même parmi les religieux de droite, n'ose nommer ouvertement ? Et pour le compte de qui agissent-ils ? Ces questions demeurent sans réponse. On sait seulement que ces bandes d'ultras étaient actives avant même le retour de l'imam Khomeiny à Téhéran, en février dernier. A l'époque, ils menaient une campagne systématique contre les journaux indépendants, envahissant les rédactions pour obliger les journalistes à suivre une « politique intégrale islamique ». Leur cri de guerre était : « La Hezbe illa Hezbe Allah » (pas de parti en dehors du parti de Dieu). D'où le nom de Hezbe Allah qui leur a été improprement attribué. Les Hezbe Allah (des partis de Dieu), en effet, foisonnent et tous ne sont pas d'accord avec les objectifs et les méthodes des « phalangistes ».

Reste à expliquer l'étrange passivité dont a fait preuve, dans toute cette affaire, le gouvernement de M. Bazargan. Certains affirment qu'il est trop faible pour résister. D'autres, notamment dans l'entourage de l'imam Khomeiny, assurent que le cabinet « fautive » ces bandes puisqu'elles combattent les groupes gauchistes et, du même coup, discréditent l'aile radicale ou révolutionnaire du clergé. D'autres encore attribuent la responsabilité des émeutes à des éléments de droite, religieux, militaires ou civils, qui gravitent autour des deux « gouvernements » parallèles de Qom et de Téhéran.

JEAN GUEYRAS.

Le procureur général du tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran, M. Bani Sadr, mais ce dernier s'est, depuis, dissocié de ce mouvement.

Qui sont donc ces phalangistes que personne, même parmi les religieux de droite, n'ose nommer ouvertement ? Et pour le compte de qui agissent-ils ? Ces questions demeurent sans réponse. On sait seulement que ces bandes d'ultras étaient actives avant même le retour de l'imam Khomeiny à Téhéran, en février dernier. A l'époque, ils menaient une campagne systématique contre les journaux indépendants, envahissant les rédactions pour obliger les journalistes à suivre une « politique intégrale islamique ». Leur cri de guerre était : « La Hezbe illa Hezbe Allah » (pas de parti en dehors du parti de Dieu). D'où le nom de Hezbe Allah qui leur a été improprement attribué. Les Hezbe Allah (des partis de Dieu), en effet, foisonnent et tous ne sont pas d'accord avec les objectifs et les méthodes des « phalangistes ».

LE TEXTE DU DISCOURS

« Ceci est mon dernier avertissement... »

Voici les principaux extraits du discours prononcé par l'imam Khomeiny le vendredi 17 août à Qom :

« La grande erreur des musulmans en général, et des Arabes en particulier, a été d'avoir accordé à Israël le temps et de ne pas l'avoir éradiqué dès sa création. Nous aussi avons commis une grave erreur : celle de ne pas avoir éradiqué dès le début les agents de l'impiété et du mépris. Nous les avons laissés agir mais c'est assez ! Si nous avions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique leurs responsables, si nous avions encore répété de la débauche tous les partis politiques qui complètent la révolution, nous aurions agi de façon révolutionnaire, si nous avions brossé les places publiques de la presse corrompue, fermé toutes les publications conspiratrices et pourries, traduit devant la justice islamique

Le Monde

Société

ANCIEN DIRIGEANT DE L'ETA

M. Juan-José Echave fait l'objet d'un arrêté d'expulsion

M. Juan-José Echave, une figure très connue dans les milieux basques espagnols des Pyrénées-Atlantiques, et qui fut jusqu'en 1972, un des principaux responsables de l'ETA, fait l'objet, depuis vendredi 17 août, d'un arrêté d'expulsion du territoire français pris par le ministre de l'Intérieur. La préfecture des Pyrénées-Atlantiques a tenu à faire savoir, dans la soirée, que le séjour de M. Echave, toléré jusqu'ici par les autorités publiques en raison de son état de santé, a été réévalué, au 13 août 1979. M. Echave avait, en effet, le 2 juillet 1978, été gravement blessé lors d'un attentat, au cours duquel son épouse avait été

tue, attentat dont les auteurs n'ont, semble-t-il, jamais été identifiés.

La préfecture, qui précise que, dans le cas où M. Echave ne trouverait aucun pays d'accueil, « il lui serait interdit de résider ou de paraître dans les neuf départements de la zone sud-ouest » et que « des titres de séjour provisoires, d'une durée limitée, pourraient lui être délivrés, en tant que besoin, par le préfet des départements où il aurait fixé sa résidence », précise que cette mesure « sanctionne une attitude inacceptable de la part d'un étranger qui a bénéficié et continue à bénéficier, dans un souci humanitaire, d'une situation particulière ».

De notre envoyé spécial

Saint-Jean-de-Lux. — « Permettez-moi de vous rappeler que je suis Basque, et qu'en tant que tel, j'ai le droit de vivre dans mon pays », a déclaré M. Juan-José Echave, lors d'un entretien avec le journaliste de l'agence France Presse, M. Noiret-Cosson, à cette lettre ouverte que lui adressait, au début du mois, M. Juan-José Echave, afin de protester contre le non-renouvellement de sa carte de séjour, en mal de santé, ne s'est pas fait attendre : jeudi 16 août, la commission spéciale d'expulsion de la préfecture de Pau, pour statuer sur le cas du militant basque, coupable, d'après le préfet, « de propos injurieux à l'égard de l'autorité », de « contestation de la loi française relative à la nationalité », ainsi que d'« atteinte à l'ordre public ». Juan-José Echave ne s'est pas rendu à cette convocation : à 150 kilomètres de la préfecture, à Saint-Jean-de-Lux, il entamait son huitième jour de grève de la faim, afin d'affirmer son droit de vivre au Pays basque français. Il réside depuis dix-sept ans, à la simple exception sans provocation, écrit à nouveau à M. Paul Noiret-Cosson : « Vous avez été prêtés de la Martinique et vous y avez commis de très mauvaises habitudes. Mais au Pays basque... »

L'Eglise, semble-t-il, veille sur le sort de Juan-José Echave. Il y a neuf ans, lui et neuf compagnons, faisaient, dans la cathédrale de Bayonne, une prière de grève de la faim. Depuis, il en fit quatre autres. Le jeudi 16 août, dans la modeste chapelle de Saint-Jean-de-Lux, il entamait avec ses deux jeunes filles âgées de douze et quatorze ans le huitième jour d'une telle grève.

Souci humanitaire

Les temps ont pourtant bien changé pour cet ancien responsable militaire de l'ETA. En 1972, Juan-José Echave était connu pour sa violence et son dévouement à son organisation pour se consacrer à ses affaires. L'année dernière, en 1977, avec un passeport de l'Etat espagnol, un résident officiel en France. Cet homme, dont le nom avait figuré sur une liste de dix personnes que la police franquiste pouvait abattre à vue, devenait, en mai 1978, lors des élections, candidat officiel sur une liste nationaliste basque. Juan-José Echave jouissait apparemment de l'estime de la plupart des Basques, et de la confiance de la police de Saint-Jean-de-Lux, venus, aujourd'hui par dizaines à Socca, signer une liste de soutien. Le maire de Saint-Jean-de-Lux, M. André Thuraud, lui a apporté, ces derniers jours, son appui personnel : pour être R.P.R., il n'en est pas moins basque. Cette vie « bourgeoise » s'interrompt brutalement le 2 juillet

proche les mésaventures de M. Echave de la récente interdiction du match de football entre Saint-Sébastien et Nantes, interdiction qui avait donné lieu à de vifs incidents avec la police.

M. Juan-José Echave, l'œil brillant, les traits tirés, n'a qu'une certitude : l'avenir de ses enfants, nés à Bayonne, ainsi que ses attaches, sont désormais ici et non de l'autre côté de la frontière. « Si l'on m'expulse, je retournerai en Espagne », dit-il. Le souvenir de ses deux filles, lorsqu'elles voient sa photo sur la première page du journal basque *Euzkadi*, lui revient. Seront-elles à l'université, comme leurs sœurs espagnoles ? « Basques », répondent-elles. Et sur le passeport ? « Sur le passeport aussi », affirme Juan (quatrième ans) : « J'ai toujours voulu croquer en mes idées ».

NICOLAS BEAU.

(1) En cas de non-renouvellement de la carte de séjour, l'autorité administrative n'est pas tenue de lui verser sa décision.

FAITS ET JUGEMENTS

L'ONU recommande la destruction des plantations de pavot, de cannabis et de coca.

L'Organisation des Nations Unies, qui soutient depuis longtemps la destruction des plantations illicites de pavot à opium, de cannabis et de coca, a publié, mardi 14 août, un rapport recommandant aux gouvernements intéressés divers moyens de destruction, à utiliser toutefois « avec quelque circonspection ». Les experts, qui s'étaient réunis récemment à Genève, estiment que les techniques sont désormais suffisamment au point pour que les gouvernements puissent commencer à détruire massivement les plantations, ainsi qu'ils se sont engagés à le faire il y a plusieurs années. Selon eux, outre les herbicides, on peut aussi utiliser des produits chimiques, aux agents biologiques et ultérieurement, lorsque ce sera possible, à la modification génétique des plantes elles-mêmes (1).

Cependant, les experts recommandent bien d'évaluer les conditions locales spécifiques de ces actions dans les zones concernées, notamment les coûts, les risques, les effets sociaux et politiques.

La drogue sur la Côte d'Azur.

Des autopsies ont été ordonnées. A Nice, après la mort de deux jeunes gens dont les corps ont été retrouvés, jeudi 16 août, aux domiciles respectifs de leurs parents, il semble qu'ils aient l'un et l'autre succombé à l'abus de stupéfiants. L'une des victimes, M. Jean-Bernard Benichou, vingt-deux ans, était connu comme toxicomane. Il portait, lorsqu'il fut découvert de nombreuses traces de piqûres aux bras. Précisément, dix-huit ans, on a trouvé des flacons de barbituriques. La lutte contre le trafic des stupéfiants sur la Côte d'Azur a, d'autre part, amené l'inculpation de huit jeunes gens — dont un mineur âgé de dix-sept ans — qui avaient été interpellés à Cannes alors qu'ils se livraient à une « drogue-partie » dans une voiture. Trois d'entre eux, MM. Pascal Champoux, dix-neuf ans, Joachim Montesinos, vingt ans, et Jean Delessalle, vingt ans, ont été écroués à Grasse. — (Corresp.)

En Espagne, où les incendies de forêts ravagent chaque jour près de 1000 hectares de végétation, 210 000 hectares, 30 000 hectares de forêts et 180 000 hectares de pinèdes — ont été détruits au cours des six premiers mois de l'année.

Le parquet de Strasbourg a ouvert, vendredi 17 août, une information judiciaire contre X... pour homicide involontaire après la mort de M. Pierre Unterreiner, quarante-trois ans, au centre hospitalier d'Erstein (Bas-Rhin). M. Unterreiner avait été découvert, dimanche 12 août, asphyxié par les fumées toxiques dégagées par la combustion de son matériel.

UNE CAMPAGNE D'EXPLORATION SOUS-MARINE EN MÉDITERRANÉE

La soucoupe « Cyana » va plonger là où l'Afrique passe sous l'Europe

Les scientifiques de plusieurs pays européens vont se rendre en Méditerranée orientale pour une campagne océanographique de quatre semaines, au cours desquelles ils étudieront la manière dont s'affrontent, dans cette partie du globe, deux plaques de la croûte terrestre : la plaque africaine et la plaque eurasienne. A cette fin, le « Nadir », navire support de la

soucoupe plongeante « Cyana », du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), appareillera à Héraklion (Crète) le 19 août. Les premières plongées de la soucoupe sur la zone à étudier devraient commencer peu après la conduite de M. Xavier Le Pichon, de l'université de Paris VI, conseiller du CNEXO.

A l'heure actuelle, on admet généralement que la surface de la planète — la lithosphère — épaisse de 70 à 100 kilomètres, est formée d'une mosaïque de six grandes plaques rigides (Eurasie, Amérique, Pacifique, Afrique, Inde, Australie et Antarctique) entre lesquelles s'insèrent un certain nombre de plaquettes. Les limites de ces plaques, dont certaines portent des masses continentales, sont constituées soit par des zones où les plaques se forment (accrétion, extension) grâce à la montée de magma comme le long des dorsales sub-océaniques, soit par les failles transformantes, le long desquelles elles glissent l'une par rapport à l'autre, soit enfin par les zones d'enfoncement — subduction — où une plaque disparaît en glissant sous une autre plaque.

Grâce à l'étude de la dorsale médio-atlantique (mission Farnham) en 1973-1974, et à celle de la dorsale est-pacifique (mission Cyana) en février 1978, on dispose aujourd'hui de bonnes connaissances sur les zones d'accrétion et les failles transformantes. En revanche, on ne sait encore que peu de choses sur les zones de subduction en bordure des sys-

tèmes d'arcs insulaires et des profondeurs fossées océaniques, comme ceux qui existent au large du Japon, par exemple.

Le choix de la fosse hellénique au large de la Grèce et de la Crète, où la plaque africaine passe vraisemblablement sous la plaque eurasienne, d'où l'origine de la plongeuse « Cyana », et non de 8 000 à 10 000 mètres comme c'est le cas dans l'océan Pacifique. Seul le bathyscaphe *Archimède*, aujourd'hui désarmé, aurait pu atteindre de telles profondeurs.

Ces campagnes font partie d'un programme international de trois ans (Eilat), lancé à Athènes en septembre 1977, et consacré à l'étude de l'arc et du fossé hellénique. La République fédérale d'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne s'y sont associées. Pour les deux années écoulées, le CNEXO a consacré à ce programme une somme de 3 millions de francs à laquelle s'ajoute une dotation de la Délégation à la recherche scientifique et technique d'un demi million de francs.

Des coupes géologiques au large de la Crète

Au cours de cette campagne baptisée « Cyana » (Cyane Helénique Arc and Trench Program) et à laquelle participent pour la France, des scientifiques des universités de Paris, Orléans, Perpignan et Lille, de la station marine d'Endoume, et du Centre océanologique de Bretagne ; pour les Etats-Unis, des chercheurs de l'université de Corvallis, et

DÉFENSE

● L'armée de l'air américaine a interdit de vol pour une courte durée les quarante-huit nouveaux chasseurs F-16 en service dans ses escadrons, après la rupture d'un boulon de fixation du moteur. L'incident s'est produit dans les ateliers de la General Dynamics Corp. qui fabrique cet appareil, commandé à plus de mille exemplaires par l'armée de l'air américaine. Les boulons suspectés vont être remplacés et faire l'objet d'une enquête spéciale. Cette mesure touche également les appareils de ce type déjà livrés à la Belgique et aux Pays-Bas, qui, avec la Norvège et le Danemark, ont passé commande de trois cent quarante-huit F-16, choisi de préférence au Mirage français, pour renouveler l'équipement de leurs forces aériennes.

CARNET

— Clermont-Ferrand, Bando. Mme Gilbert Maillet. Le lieutenant-colonel Guy Maillet et Mme, leurs enfants Patricia, Bernard et Valérie. Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gilbert MAILLIERE, instituteur honoraire, officier des Palmes académiques, survenu subitement le 16 août 1979, à l'âge de soixante-dix ans. Les obsèques seront célébrées le mardi 21 août 1979, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc à Clermont-Ferrand. Inhumation dans le caveau de famille au cimetière des Carmes. Pas de condoléances. Cet avis tient lieu de faire-part. Selon la volonté du défunt, la famille ne portera pas de deuil.

Remerciements

— Mme André Pacoud. Et sa famille, profondément touchées de toutes les marques d'amitié et de sympathie reçues, vous prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance émue. 45 bis, avenue Fourcault-de-Pavant, 78000 Versailles.

Anniversaires

— Pour le cinquantième anniversaire (20 août 1974), de la mort du poète Armand LUBIN, (Chaban Chabouat), une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu, admiré et aimé.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Connaissez-vous le drink sans alcool qui vous fait boire double ? SCHWEPPES « Indian Tonic » SCHWEPPES Lemon.

(PUBLOCITE)
MOQUETTE 100 % PURE LAINE T3-T4
à MOITIE PRIX, divers coloris au revêtement de 98 F le m2
Pose par spécialistes et devis gratuits
334, rue de Valenciennes, Paris-15
Métro Convention
Tél. 842-42-62 ou 250-41-85
OUVERT EN AOUT

LLION KURDE
LE TEXTE DU DISCOURS
Ceci est mon dernier avènement

Strouss a partiellement rassuré les dirigeants de Jérusalem les intentions de Washington



Le Monde aujourd'hui

ÉTÉ

Deux « saisonniers »

Ce sont les deux des plus bronzés de la plage des Issambres, qui fait suite à celle de Saint-Aygulf. Forcément : ces deux-là sont au soleil du matin au soir depuis le 15 juin. « Ils n'ont pas de métier », pensent les vacanciers ordinaires. Le premier, Patrick, fabrique ses pizzas napolitaines, siciliennes, du chef, etc., dans une cabane de bois blanc et à toute heure les estivants sees ou mouillés viennent s'accrocher au bar pour les déguster. « Je suis, si vous voulez, un restaurateur en plein vent. » Le second, Pierre, dans la Méditerranée jusqu'aux genoux, apprend à nager aux enfants. Aux enfants descendus ici de toute l'Europe. Il leur met une ceinture de flotteurs autour du ventre et il marche à côté de leurs têtes, vingt pas sur la droite, vingt pas sur la gauche, criant ses conseils et mimant à deux bras allongés dans l'air les larges mouvements de la brasse. Celui-là est maître-nageur-sauveteur diplômé d'Etat. Mais tous les deux se ressemblent dans un mot : ils sont des « saisonniers ». Vingt-quatre ans chacun.

« Patrick, la saison ici va durer combien de temps ? »

— J'ai fait ma première pizza le 15 juin, je ferai la dernière vers le 15 septembre.

— Et après ?

— Après, rien de spécial jusqu'à la fin de l'été. A ce moment-là, normalement, je me retrouve dans un hôtel de sports d'hiver. Comme chef de rang.

— Quel hôtel ?

— Aucune idée. Je m'occuperai de ça cet automne. Je regarderai les annonces dans les journaux de l'hôtellerie et j'annulerai ma candidature et mon curriculum vitae à une vingtaine d'établissements. Ensuite, je trierai les réponses. C'est ce que j'ai fait l'année dernière avant de choisir un « trois étoiles » à Flaine. J'y suis resté toute la saison, de Noël à Pâques.

— Vous sortez d'une école hôtelière ?

— Pas du tout. Je suis fils d'agriculteurs à Saint-Pourçain et je me suis arrêté en terminale. Vous voyez, ça n'a pas de rapport.

— Mais comment devient-on chef de rang ?

— Sur le tas. On apprend sur place. Au début, il y a quatre ans, j'ai eu une occasion, maintenant j'ai plusieurs références. J'ai même fait une saison de barman dans un « quatre étoiles » à La Baule.

— Vous changez d'établissement chaque année ?

— En général oui. Pour voir autre chose. Pour connaître les différences. C'est normal.

— Ça fait donc cinq mois de vacances ?

— Disons plutôt d'inactivité. D'inactivité professionnelle seulement.

— Entre les saisons, vous êtes inscrit au chômage ?

— Pas exactement. Je m'inscrits à l'AN.P.E. pour la Sécurité. Mais je ne touche pas d'indemnités.

— Est-ce que vous épargnez malgré les cinq mois ?

— Moi, oui. J'ai plusieurs millions de côté en caisse d'épargne. Anciens, évidemment. Mais c'est parce que je suis comme ça. Il y en a qui claquent tout d'une saison à l'autre. En 1978, j'ai gagné 60 000 F sur sept mois, fixe et pourboires. Et, à la montagne, je suis entièrement nourri, logé et pourboires. Les remonades mécaniques ne me coûtent pas cher. Je mets presque tout de côté.

— Mais ici, sur la plage, vous n'êtes pas logé ?

— Non, je tous une maison avec quatre copains dans l'arrière-pays : 2 500 F par mois divisés par cinq. Ça va.

— Et les pizzas, ça marche ?

— Je partage les bénéfices à 50 % avec le concessionnaire de la plage, qui me prête la baraque et les éléments de cuisine. On fera nos comptes le 15 septembre. Mais ça a l'air d'aller.

— Et vous, Pierre, c'est la même vie que Patrick ?

— Non, puisque je suis maître-nageur. Mais en fin, oui, comme saisonnier. L'hiver dernier, j'étais chef de bassin à la piscine de Flaine et, maintenant, je donne des leçons de natation et de windsurf aux Issambres. Et je suis pourtant un Parisien du dixième arrondissement.

— On manque de maîtres-nageurs ?

— L'été, oui, sur les concessions de plages. L'hiver moins.

— Et après la saison ?

— En octobre, je ferai le tour de la Corse sur un « 12 mètres » avec des amis. En novembre, je serai à Paris pour voir ma famille et vers le 15 décembre, je crois que je retournerai à Flaine. Je suis moins pigeon voyageur que Patrick.

— Qu'est-ce que c'est, finalement, un saisonnier ?

— C'est quelqu'un qui ne ménage pas sa peine. On est beaucoup plus disponible que les autres, au point de vue temps. Vous voyez, je commence les enfants à 8 h. 30 et jusqu'à 12 h. 30. Ensuite, le windsurf jusqu'à 20 heures. C'est la journée continue de douze heures ou presque. Je déjeune devant les vagues assis sur une chaise avec un sandwich ou une pizza. Disons que je suis un peu un commerçant dans le sport et l'été. Avec une notion de service qui est très importante. Et je crois que je suis bien mon travail parce que j'aime les enfants autant que le sport.

— Et plus tard, tous les deux, quand vous aurez quarante ou cinquante ans ?

— Oh ! dit Patrick, on n'y pense pas. Enfin, moi, je me verrais bien ouvrir un commerce, un petit restaurant, un petit hôtel.

— Moi, gestionnaire de piscine sans doute ou de patinoire. Sûrement dans le même secteur. En attendant, mon rêve serait de partir six mois avec mon futur voilier. J'étudie la question.

— En tout cas, le bureau n'est pas pour vous ?

— Non, non !

OLIVIER RENAUDIN.

ANNIVERSAIRE

La fête interrompue

Je me souviens que le mariage s'arrêta de tourner. C'était le dernier dimanche avant la guerre, en 1939. Un dimanche orageux d'été finissant.

Le maire, ceint de l'écharpe tricolore, était venu sur la place haranguer les villageois déjà graves, dans leurs beaux habits, et qui hochaient la tête de l'air d'en savoir long. Tandis que nous, en culottes courtes de velours noir et souliers vernis, nous ne comprenions pas pourquoi on escamotait la fête communale. C'était Foltou on appelle « la Ballade ».

Dans un climat d'une lourdeur extrême, nos questions agaçaient et restaient sans réponse. L'instincteur, notre recours naturel, aurait eu nous expliquer, lui. Mais la rentrée n'aurait pas lieu avant un mois. Et le maire, le tout premier, avait reçu l'ordre de rejoindre son affectation. On venait de mobiliser les spécialistes. Les « manœuvres » n'allaient pas attendre longtemps leur tour. On ne connaîtrait pas, d'abord, leur adresse. Ils seraient sous un numéro de loterie. Et puis chacun s'installerait dans l'absence.

Les premières affiches blanches — avec les drapeaux entrecroisés — avaient été posées par les gendarmes, esquas et mousses à l'épée. Je revols le désarroi d'une note qui les croisa dans cet appareil alors qu'elle traversait le village pour se rendre à la mairie ou à l'église. Habituellement, les amis tirent des coups de fusil à blanc sur le passage du cortège. Mais les gendarmes ne tiraient pas. Et la

noce silencieuse alla vers le maire et le curé comme on suit un enterrement.

Le village, quelques jours plus tard, entraînait dans la guerre avec tout le pays, officiellement. Ce fut d'abord de l'incompréhension. En chassant nos galoches, on reprenait le sarrau noir — à liseré rouge pour les riches — nous n'arrivions pas à retrouver les impressions chaleureusement ouatées des précédents débuts d'octobre. Je rendais cette année-là chez les « grands », avec l'insinuateur. Enfin j'aurais dû. Car l'instincteur était remplacé par une normale. Presque une enfant. Puis, avec l'hiver ce fut un engourdissement profond dont nous ne devions sortir qu'avec les premières fleurs des arbres, dont les fruits seraient si amers en cette année 40.

Après une dernière maladie d'enfant et la quarantaine qui s'ensuivit, j'avais repris l'école quand le Polonais entra dans nos vies. Il s'appelait Casimir. Grand et osseux, blond comme personne ne l'est dans notre région, il parlait avec un accent rugueux et ses yeux pâles ressemblaient assez à ceux d'un animal aux abois.

Il nous arriva un beau matin que le soleil entrât à flots par les fenêtres de la classe. La directrice le précédait. Casimir était venu d'un triot vert épiqué et d'une culotte courte marron.

PIERRE-JEAN DESCHÈNES.
(Lire la suite page 8.)

JOCONDE

Le chemin et le torrent

Coup de téléphone inopiné, impératif, de mon ami Marcel :

« Peux-tu me dire ce qu'il y a dans le quart supérieur droit de la Joconde ? »

— En haut, à droite... Il y a un merveilleux paysage.

— Naturellement. Mais encore ?

— Eh bien ! ce sont... des rochers dans la brume... Et puis, attends, un chemin qui serpente.

— Un chemin, tu es sûr ?

— Ou le lit d'un torrent ?

— Un chemin, je crois. C'est dans les rochers, ocres jaunes.

— Mais on voit un pont. Et des touches bleutées ?

— Alors c'est plutôt un torrent. Ecoute, lui dis-le, si tu veux en avoir le cœur net, va vérifier au Louvre.

Explosion dans le téléphone. Bruits divers de tôle râclée. Marcel ricane et proteste en même temps. Je distingue :

— Au Louvre ! Ah ouïche !, au Louvre ! Si tu crois qu'on peut voir la Joconde, au Louvre !

— Pourquoi ? Elle est en restauration ? Ou bien est-ce qu'on l'a encore volée ?

— Non, non ! Mais as-tu essayé d'aller l'y voir ? Va, tante ta chance. D'abord, on l'a recouverte d'une vitre blindée.

— Tu as vu, Marcel, on ne lui a peut-être jamais tiré dessus, mais on ne compte plus les fois qui lui ont été des pierres...

— Bon. Seulement on a mis des projecteurs et, loin devant, un cordon. Derrière le cordon, un gardien. Et contents par le barrage, quatre ou cinq rangs de visiteurs en permanence, dont trois de Japonais ? Si, à force de coups de coude, tu parviens au premier rang (les Japonais sont terribles), c'est pour quelques secondes, pas davantage. Fais mine de te pencher de 1 centimètre, le gardien te tombe sur le poil. Comment veux-tu, dans ces conditions, décider si le chemin est un torrent, bref

regarder, ce qui s'appelle regarder le tableau ?

— Marcel, c'est la démocratisation de la culture, c'est l'accès des masses à l'art que tu mets en cause, là.

— Partiellement. C'est un problème d'arithmétique. L'as-tu jamais entendu évoquer ? Pour l'instant, la partie de la population concernée est encore modeste. Mais quand nous en serons de 40 % à 50 %, veux-tu me dire à quel ressembleront les salles et les escaliers du Louvre ?

— On en a déjà une petite idée à Beaubourg.

— Petite. Seulement voilà : on ne peut pas le dire. Réaction. Effetisme. Fascisme culturel. A bas les « koulaks » de la petite sensation ! Ah ! ah ! et le nombre, le nombre ? L'homme est légion, l'œuvre est unique. L'œuvre du siècle universel l'œuvre ! Trop d'automobiles ? L'immobilité. Trop de touristes ? Plus de tourisme...

— Tu es sombre, Marcel.

— Lucide. Et je te demande : alors ceux pour qui l'art est un besoin, non une distraction ou un poste parmi d'autres dans leur budget « culturel » ? Les artistes, et leur nourriture vitale ? Les historiens, les étudiants ? Je n'ose dire, abomination : les vrais amateurs...

— Je ne sais pas. Faut-il leur réserver un tour dans la semaine ? Cela s'est-il déjà fait ? Multiplier les musées de reproductions, les « muséobus » ? A propos, j'y pense, il a paru volé peu d'années un très bel album sur la Joconde. Avec un texte admirable de René Huyghe, et le tableau détaillé fragment par fragment. La réponse à ta question y est.

— On le trouve encore ?

— Sans doute.

— Où ?

— Tu m'en demandes trop. Cherche un peu !

JEAN GUICHARD-MEILL.

(1) Collection « Les Châtres d'Abbas de la peinture ». Office du livre, Pibourg ; diffusion Weber, Paris. (N.D.L.R.)

LES GRANDS FLEUVES

L'Amazonie : un univers amphibie fermé et infini...

LES hommes qui s'accrochent à ses rives immenses et changeantes l'appellent « rio Mar », le fleuve Mer. Comme l'Océan, l'Amazonie n'a pas de commencement et il n'a pas de fin. Sa source, découverte après bien des difficultés et des contestations par Bertrand Plomoy, se situe officiellement dans les Andes péruviennes à 5 050 mètres d'altitude.

Au pied de cette somptueuse cordillère blanche qui dresse sa barrière glacée et mythique le long des rives du Pacifique, un ruisseau fragile sort d'un modeste lac de moins de 100 mètres de diamètre, le lac de l'Enfant. Comme l'Orénoque, son voisin américain, dix fois moins puissant mais avec lequel il a tant d'affinités, l'Amazonie ressemble d'abord à un torrent sans force dans un décor de printemps du monde. Comme l'Orénoque, la localisation exacte de son cours a donné lieu et donne encore matière à de multiples controverses. Par un caprice exceptionnel de la nature, l'Amazonie et l'Orénoque sont en outre reliés directement, et le second contribue à alimenter le gigantesque bassin du premier. Le « bras » de l'Orénoque, qui « sort » de l'Orénoque peu avant l'aplomb abrupt du Duida, cette falaise wagnérienne du haut bassin, serpente pendant 300 kilomètres dans la grande forêt équatoriale et se jette dans le rio Negro, l'un des principaux affluents de la rive gauche de l'Amazonie (1).

Mais l'Orénoque, affluent « objectif » de l'Amazonie, garde au moins son nom depuis les contreforts de la sierra Parima jusqu'à son delta, ayant définitivement évincé — après les interrogations que posaient Jules Verne et Chaffanjon — ses concurrents et affluents, le Guaviare, l'Atabapo ou le Ventuari.

En revanche, l'Amazonie, comme fleuve, ne commence nulle part. Il se nourrit de toutes les sources des Andes de Bolivie,

du Pérou, de l'Equateur, de Colombie. Au départ, c'est un torrent sans nom qui dévale à moins de 200 kilomètres de la côte du Pacifique les premiers rivières et les premières gorges de la cordillère. Urubamba, Apurimac, Ucayali, Marañon : les rivières farouches qui descendent des hautes terres froides de l'Altiplano péruvien se précipitent dans des canyons étroits avant de dévaler leurs méandres bœufs dans les premières plaines du bassin sont des marécages d'Amazonie.

Sur des centaines de kilomètres sinués, il y a bien plusieurs Amazonies, et le grand fleuve lui-même change encore de nom selon les parcours. Si tout le monde s'accorde aujourd'hui à appeler Amazonie le dernier tiers de la voie d'eau, la majeure partie du cours moyen est tantôt Amazonie, tantôt Solimões, et le

A son embouchure, le fleuve déverse le cinquième de toutes les eaux douces du monde et autant d'eau en une seule journée que l'Amazonie en une année. Cette masse repousse loin au large les eaux salées de l'Atlantique, et l'estuaire n'est en fait qu'un lac de plus de 300 kilomètres de large enserrant d'innombrables îles. Il est difficile de choisir, parmi ces « bras » énormes et parallèles, quel est le « vrai » Amazonie. Le Para, l'un des derniers affluents de droite et qui se jette à Belém, au sud de l'île de Marajó, peut aussi bien être considéré comme indépendant par son ampleur et sa puissance, bien que des canaux latéraux l'unissent au péant. C'est d'ailleurs seulement, de Belém à Macapá, capitale du territoire d'Amazônia, que l'on peut appréhender cette immensité. L'eau, la terre, la brousse, les arbres et les marécages surgissent à travers les brèches des cumulus équatoriaux. Ensermé par les deux bras principaux du fleuve, l'île de Marajó, domaine des troupeaux de buffles galopant en li-

par MARCEL NIEDERGANG

cours supérieur porte au moins six appellations différentes.

L'ambiguïté n'est pas moins grande à cette frontière indécise et gigantesque où le fleuve commence d'abord l'Océan Atlantique. En l'an 1499, le capitaine espagnol Vicente Yáñez Pinson découvrit avec étonnement une vaste étendue d'eau douce à quelque 180 kilomètres au large des côtes de l'Amérique du Sud. Ayant mis le cap sur le continent et franchi des chenaux entre des multitudes d'îles, il navigua pendant près de 300 kilomètres sur une « mer » d'eau douce dont il estima la largeur à plus de 50 kilomètres : c'était l'un des bras principaux de l'Amazonie.

Des déluges d'Apocalypse

berté dans les prairies inondées, est aussi étendue que la Belgique.

O rio Mar, le fleuve Océan, est un univers amphibie tout à la fois fermé et infini. Il a des tempêtes, des bourrasques, des gonflements de colère qui, en quelques secondes, noient ses rives dans des déluges d'Apocalypse, des calmes équatoriaux sans le moindre souffle d'air qui font alors ressembler l'imperceptible et mince ligne verte de la grande forêt à une brisure irrégulière entre deux immensités : un ciel vide et une eau immuable.

Il a des marées, des mascarettes grondantes, des tourbillons brunâtres, des bancs de sable qui apparaissent puis disparaissent au rythme éternel des crues, des îles submergées et d'autres qui se forment en quelques heures par l'amoncellement des jacinthes d'eau.

Comme l'Océan, il enferme une faune dont toutes les espèces n'ont pas été recensées. Ses limites ne sont pas fixes. Elles varient selon les mois et

les saisons. La ligne de l'équateur coupe son bassin de quelque 7 millions de kilomètres carrés en deux parties à peu près égales. Le rythme et l'abondance des pluies ne sont pas absolument identiques de l'extrême nord à l'extrême sud de ce bassin. Il pleut donc toujours quelque part sur l'Amazonie, et le gonflement monstrueux et alterné des différents affluents fait songer au battement d'un cœur à l'échelle de la Genèse.

Si l'on considère le seul chiffre de la longueur — qui n'a pas encore été déterminée avec exactitude — l'Amazonie, avec ses 6 400 kilomètres, vient au second rang, après le Nil. Mais ses autres caractéristiques lui donnent sans conteste, le numéro 1 mondial. Des Andes péruviennes au delta atlantique, il traverse le nord du continent. Sa largeur moyenne dépasse 10 kilomètres à 1 000 kilomètres de son embouchure, et son lit est si profond que des bateaux de tonnage respectable peuvent le remonter sur 3 500 kilomètres. Manaus, capitale de l'Amazonie brésilienne, à des altitudes de port de mer, mais le spectacle du fleuve à Iquitos, port péruvien, n'est pas moins impressionnant qu'à Santarem, après le confluent avec le Tapajós, l'un des affluents-ribs. Le rio Negro, qui descend du nord, et la Madeira, issue des hauts plateaux brésiliens, ont chacun un débit comparable à celui du fleuve Congo.

En tout, c'est à plus d'un million que s'élève le nombre des affluents de l'Amazonie. Dix-sept d'entre eux parcourent plus de 1 000 kilomètres et sont plus longs que le Rhin. Pour le voyageur qui survole pour la première fois l'Amazonie ou se risque sur ses rivières, le rio Negro, le rio Branco, le Putumayo, le Jari, la Madeira, le Xingu, le Tapajós, le Tocantins ou le Para sont tout aussi spectaculaires, fascinants et mystérieux que l'Amazonie lui-même. Seule, la couleur des eaux des différents affluents, eaux

« noires », eaux « blanches », eaux « jaunes », apporte une indication sur la nature des terrains traversés et le degré de fertilité des régions arrosées.

Chaque confluent est une aventure, un cauchemar, une petite mer intérieure : sur 80 kilomètres, le rio Negro ne parvient pas à se mélanger à l'Amazonie plus claire. L'Amazonie n'est qu'un élément de cet ensemble de rivières et de forêts qui englobent près de la moitié de tout le territoire brésilien et de notables parties de huit autres pays d'Amérique du Sud. Seul, le satellite peut donner une vue d'ensemble relativement satisfaisante de cet univers. Bloqué par la haute barrière des Andes à l'ouest, le bassin s'étale à l'infini dans une immense « plaine » à pente faible. Vers l'est, il est fermé — d'une manière bien relative — par les socles préaméricains, les plus vieilles terres de la planète, du massif des Guyanes et des plateaux brésiliens. Deux boucliers érodés, usés jusqu'au cœur et d'où ne descendent que des rivières aux eaux « noires », contenant très peu de matières nutritives en suspension, et qui sont en réalité pures, transparentes, malgré leur couleur thé.

Les secteurs les plus farouches, et peut-être les plus beaux, se trouvent au débouché de ces boucliers, tout particulièrement au nord du grand fleuve entre le rio Negro et le rio Jari. C'est le pays des chutes, des cascades, des étranges rochers couverts de basses aux formes animales préhistoriques, des rapides écumants, de la forêt la plus dense et la plus impénétrable, des tribus indiennes les plus inaccessibles et les plus authentiques. D'étranges oasis dotées de micro-climats rompent la monotonie de ces étendues primitives. Vers le rio Branco, les savanes au sol sablonneux et gris sont truffées de tourbières inondées à la saison des pluies.

(Lire la suite page 9.)

(1) Voir le Monde daté 11-12 février 1979.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Services d'assistance
EXPRESSES

Un manque de charité confraternelle

« Lire AFTONBLADET et mourir ». C'est sous ce titre peu charitable qu'un autre quotidien suédois, l'EXPRESSEN, a rapporté une bêtise de son concurrent social-démocrate qui devait publier le lendemain, dans son supplément dominical, un reportage sur les champions.

À la suite d'une erreur, l'image d'une amatrice phalotique, très vénérable, avait en effet été substituée à celle d'un championnisme parfaitement inoffensif et omelette. Or, AFTONBLADET avait déjà mis en garde, le samedi, ses lecteurs contre cette confusion et le radio avait donné une large publicité à la « prochaine » publication erronée.

DER SPIEGEL

Pour les fans du rock

Le bruit est un des grands maux des temps modernes. Les concerts de musique rock produisent des effets nocifs sur les amateurs qui tiennent à les entendre. Aussi, rapporte le magazine allemand DER SPIEGEL, une firme américaine a commencé à commercialiser sur le marché américain « des petits bouchons pour les oreilles qui sont censés empêcher, après une écoute trop longue de musique rock, les sifflements et les bourdonnements dans les oreilles ». Par rapport aux moyens classiques, tels un mouchoir de papier ou la boule qu'on se passe, le bouchon a un avantage certain : s'il ne laisse pas passer les sons les plus perçants, l'ensemble de la musique reste audible même si l'intensité de la musique est moindre. Le slogan publicitaire proclame : « Entendre aujourd'hui et demain ».

Un dizertissement dangereux

L'hebdomadaire de langue anglaise publié à Hong-kong, le FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW, relate l'histoire suivante : « La Nouvelle Armée populaire (NAP), mise hors la loi, est devenue une organisation militaire sur l'île de Samar dans le centre des Philippines, qu'elle y envoie à présent des groupes d'artistes » pour divertir les villageois. Selon des informations en provenance de cette île maussade et éloignée, où le gouvernement a récemment encore envoyé des renforts de troupes pour combattre une présence communiste qui se renforce, des groupes d'artistes, de jongleurs, et d'autres artistes de la NAP arrivent régulièrement dans les barrières (villages) pour organiser des spectacles. Nombre d'artistes sont des femmes ; la NAP est aussi connue pour ses équipes médicales féminines qui ne se contentent pas seulement de soigner les blessés, mais aussi les villageois malades. Autre aspect de cette campagne : les suspects de « crimes contre la population », tels les meurtriers et les voleurs, sont sommairement exécutés. »

PRAVDA

Les « reines des stations-service »

L'organe du P.C. soviétique, la PRAVDA, prend en pitié les malheureux Soviétiques qui doivent faire la queue — parfois toute la nuit — pour remplir le réservoir de leur voiture. Il n'y a pas, pourtant, en principe, de pénurie d'essence dans le pays. L'U.R.S.S. est le premier producteur mondial de pétrole, et les automobiles particulières y restent peu nombreuses. Mais le nombre limité des stations-service, l'incertitude des responsables, et certaines « combines » se conjuguent.

L'organe du parti communiste soviétique dénonce tout particulièrement le comportement des employés des stations-service — dont le personnel est presque exclusivement féminin — qui se conduisent comme si la station dont elles ont la garde leur appartenait, et « n'ont que mépris et indifférence pour les malheureux clients ». Ces « reines des stations-service » n'ont pas la tâche très dure en U.R.S.S. : elles restent assises à l'intérieur, et se contentent d'appuyer sur un bouton lorsque l'automobiliste vient leur apporter des bons d'essence sans lesquels il ne sera pas autorisé à s'approvisionner en carburant.

Ce travail modeste doit présenter de substantiels avantages puisque la PRAVDA donne l'exemple des stations de Dniepropetrovsk (Ukraine) qui comptent, notamment, parmi leurs employés un ingénieur métallurgiste, une diplômée d'une école d'agriculture et une spécialiste du Plan dont la présence est justifiée par un responsable pour « des raisons de santé ».

En fait, selon la PRAVDA, « un contrôle a permis d'établir que pour une seule journée on avait trouvé dans les stations de la ville un excédent de 4 000 litres d'essence que les employés avaient « oublié » de verser aux automobilistes distraits — ce qui permet ensuite de revendre l'essence à d'autres ».

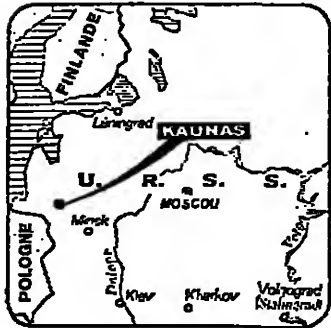
LA LIBRE BELGIQUE

Une traversée en solitaire

Le quotidien bruxellois LA LIBRE BELGIQUE constate que « la traversée de Berlin-Ouest en solitaire, installée dans une rame de métro complètement vide, coûte 150 marks de l'heure, soit 350 francs, plus les frais de personnel ! Ce ruse de « snob » en mal de populisme est devenu possible depuis le week-end dernier. La Compagnie municipale des transports en commun de Berlin-Ouest a en effet besoin d'augmenter ses revenus. Une ancienne gare du métro aérien qui abrite deux rampes désaffectées, avait été transformée, selon les heures de marche aux piques ou en boîte de nuit. Aujourd'hui, le ruse s'élargit. Tout un chacun peut désormais disposer d'un confort de quatre voitures, offrant place à deux cents personnes, et circuler sur l'ensemble du réseau. L'expérience ne comporte d'autre risque que la monotonie. La compagnie espère trouver des clients parmi les gens un peu sophistiqués à la recherche de formules nouvelles pour leurs réceptions ou, à l'autre bout de l'échelle sociale, parmi les entreprises organisant des excursions en groupe pour leur personnel ».

Lettre de Kaunas

Il faut qu'une ville soit ouverte ou fermée



L'ANCIENNE frontière est à quelque 30 kilomètres de Vilnius. Une vieille maison en bois, à deux étages, peinte en bleu, marque encore la séparation entre la partie qui, entre les deux guerres mondiales, était occupée par les Polonais et la Lituanie indépendante dont Kaunas fut l'éphémère capitale. Aujourd'hui on passe sur la seule véritable autoroute d'U.R.S.S., reliant Vilnius à Kaunas, en remarquant à peine une séparation qui, entre 1919 et 1939, n'était pas facile à franchir. Cette maison bleue, devenue un banal bâtiment d'une quelconque administration, perdue entre prés et bois, symbolise pourtant l'histoire déchirée de ce petit pays qui fut, au Moyen Âge, un Etat fort et conquérant, mais qui, depuis le dix-huitième siècle, n'a connu que de brèves époques d'indépendance.

Avec ses trois cent trente mille habitants, Kaunas est la deuxième ville de Lituanie, après la capitale, Vilnius. C'est une cité plus ancienne, mentionnée pour la première fois dans les chroniques, en 1140, qui était un centre important de la culture slave et où fut imprimée, en 1619, la première grammaire. Si les vestiges du passé sont en voie de disparition, il reste encore de la culture slave et de la République de Lituanie. L'ancienne banque d'Etat est un bâtiment massif aux colonnades noircies qui abrite aujourd'hui une administration. Dans l'ancienne ambassade de Suède, on a installé un « musée des diables ». Il s'agit d'une guide lituanienne interroger plusieurs vieilles femmes qui pouvaient avoir encore un souvenir de cette époque, pour retrouver l'adresse de l'ambassade de France, une grande maison bourgeoise à la façade rose bonbon, située à côté du funiculaire. La société de préparation militaire pour les civils y a maintenant pris ses quartiers.

Kaunas, comme la Lituanie, est passée de mains en mains au cours des derniers siècles, découpée, dépecée au gré des traités plus ou moins secrets passés entre les grandes puissances du moment. Après la guerre entre la Russie et la Suède, à la fin du dix-huitième siècle, l'Etat lituanien, très affaibli, est partagé entre la Russie et la Prusse. Vilnius et sa région reviennent à l'empire tsariste, tandis que la rive gauche du Niémen, avec

Kaunas, devient prussienne. Après la défaite de Napoléon, la Lituanie est réunifiée sous la bannière russe. C'est à quelque 150 kilomètres de Kaunas, à Tilsit, aujourd'hui Sovetsk (qui appartient à la Fédération de Russie), que Napoléon et le tsar Alexandre I^{er} se sont rencontrés sur un radeau ancré au milieu du Niémen.

DANS l'épopée révolutionnaire de la Russie, le pont de Kaunas, sur le Niémen, tient une place particulière. C'est par lui en effet qu'a pénétré en Russie la première Internationale, le journal de Lénine, imprimé en Europe occidentale. Pendant la première guerre mondiale, Kaunas est occupée par les Allemands, avant que n'éclate, en 1918-1919, un soulèvement populaire qui amène au pouvoir pour cent jours un gouvernement soviétique. Les Polonais, qui occupent Vilnius et ses environs, sont chassés par l'armée rouge, et la ville est rendue à la Lituanie aux termes du traité de paix entre cet Etat et la Russie soviétique. Mais la Société de nations légalise l'occupation polonaise. La Lituanie est divisée.

A Kaunas s'installe un gouvernement « bourgeois », composé de chrétiens-démocrates et de populistes, qui met hors-la-loi le parti communiste. En 1929, un coup d'Etat amène au pouvoir Smetona qui se liera plus tard avec l'Allemagne nazie.

La répression frappe les communistes dont quatre dirigeants sont fusillés. La capitale étranger fait la loi et, en 1933, les Lituanais organisent la première grève des consommateurs : pour protester contre la hausse des tarifs de l'électricité, les refusent de payer. Après quelques semaines, les propriétaires de la centrale électrique — des Belges — obéissent et baissent les prix.

L'historiographie officielle explique que c'est seulement en 1939 que Vilnius et sa région furent rendues à la Lituanie par l'U.R.S.S., qui avait également libéré les terres de l'Ukraine et de la Biélorussie occidentales. Elle oublie de préciser que c'est à la suite du pacte entre Staline et Hitler que les propagandistes soviétiques vont encore justifier à l'occasion de son quarantième anniversaire et du partage de la Pologne, littéralement rayée de la carte par l'action conjuguée de l'Allemagne nazie et de la Russie soviétique. (Que la Pologne ait été rayée de la carte n'est pas une simple image : elle n'existe plus en tant que telle dans les atlas soviétiques de l'époque.)

Bien qu'un protocole secret du pacte germano-soviétique ait attribué la Lituanie à l'Allemagne, Moscou y introduit l'armée rouge après la débâcle en France, crée des bases militaires et organise des plébiscites en faveur du régime soviétique. Par une tragique ironie, un journal paraissant en polonais

à Vilnius écrivait, le 27 avril 1941, soit moins de deux mois avant l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. : « En rejoignant la famille des peuples de la grande Union soviétique, le peuple de Lituanie a échappé à la faim, aux destructions et aux horreurs de la seconde guerre mondiale et il a acquis la possibilité de construire dans la paix une vie heureuse sous le soleil de la Constitution soviétique. » Avez-vous remarqué ou mystification ? Et ce n'est sans doute pas pour les seuls besoins des travaux de rénovation qu'au musée historique de Kaunas l'histoire s'arrête en 1940. Donner une image des années suivantes conformes à l'histoire officielle sans trahir de front les sentiments profonds de la majorité des Lituanais relève de la quadrature du cercle.

LA Lituanie devait d'ailleurs souffrir presque autant de la guerre. Soupçonné d'avoir eu des sympathies pour l'envahisseur, plusieurs dizaines — peut-être des centaines — de milliers de Lituanais furent fusillés, contraints à l'exil ou envoyés en déportation. L'ordre soviétique fut rétabli, et M. Soudov, toujours membre du bureau politique du P.C. soviétique, et véritable numéro 2 de la hiérarchie, n'y fut pas étranger. Non sans mal, il est vrai. Des groupes de guérilla, cachés dans les forêts, restaient actifs jusqu'au début des années 50. Kaunas était au centre de la résistance. En 1956, l'armée soviétique trouvait toujours des caches d'armes, et même des chars dissimulés dans des meules de foin. En 1959, l'autorité fut brièvement ébranlée par des émeutes : « Le pouvoir soviétique n'existe plus à Kaunas », raconte un témoin. Un vaste procès fut organisé à l'institut polytechnique, qui était un des foyers de la résistance. En 1972 encore, un étudiant s'est immolé par le feu, dans le centre de Kaunas, pour protester contre la politique anti-religieuse des autorités soviétiques.

Sans qu'il soit possible de l'affirmer avec certitude, il n'est pas exclu que cette manifestation se poursuive, ce qui expliquerait que la ville soit tantôt ouverte, tantôt fermée aux visiteurs étrangers, et que, de toute façon, pour les Occidentaux, le séjour ne puisse pas dépasser quelques heures, à condition, bien sûr, d'être accompagné d'un guide. Kaunas, pourtant, avec ses monuments anciens, le charme de sa vieille ville plus étendue que celle de Vilnius, l'art avec lequel les travaux de restauration sont menés, est une cité faite pour les touristes.

Tout autour de la place de l'Hôtel-de-Ville, qui est encore la place du marché, les travaux de rénovation sont en cours pour transformer les anciennes maisons en restaurants, boutiques ou magasins de souvenirs. La poste du seizième siècle, avec ses boiseries, son enseigne et ses instruments d'époque, fonctionne déjà. L'hôtel de ville, auquel son

clocher baroque a valu le surnom de « cygne blanc », est devenu le palais des mariages. Les jeunes mariées en longue robe blanche se font photographier devant la porte, après une cérémonie qui, pour être laïque, n'en est pas moins restée très solennelle.

EN face, au restaurant des Guil-des, des cerviers en habits de soirée proposent une cuisine de qualité, dans une atmosphère feutrée. Dans les vieilles salles voûtées, les durs chaises de bois brut recourent de velours rouge doivent rappeler les festins moyenâgeux.

Dans un coin de la place se dresse la cathédrale de briques rouges. Construite au quinzième siècle, après la christianisation de Kaunas, la dernière ville païenne de Lituanie, l'Etat européen qui fut le dernier christianisme — elle a subi plusieurs transformations. L'intérieur est encore gothique, mais l'extérieur est déjà baroque. Dans le tambour de la cathédrale, des petites vitraux verdent des cierges et des images pieuses, comme devant toutes les églises de Lituanie, qui, selon l'expression russe, « travaillent » encore, c'est-à-dire qui sont ouvertes au culte. Les images pieuses viennent de la Pologne voisine.

A Kaunas, comme à Vilnius, et malgré les différences héritées de l'histoire, on se sent très proche de la Pologne catholique, même si l'est parfois difficile de le manifester, comme au moment de l'élection de Jean-Paul II, où au moment de son voyage en Pologne. Si les journaux catholiques polonais n'arrivent pas légalement en Lituanie, les journaux soviétiques ne peuvent pas grand-chose contre la propagation des ondes. Aussi les Lituanais se sont-ils déplacés vers Kaunas ou sa région pour suivre à la télévision polonaise l'inauguration du nouveau pontifical ou le voyage du pape (à Vilnius, on ne peut capter la télévision polonaise). C'est une des raisons pour lesquelles les Soviétiques sont intervenus auprès des autorités de Varsovie afin que soient les étapes du voyage de Jean-Paul II. Il ne s'agit pas de retransmissions par la télévision centrale. Il est juste d'ajouter que le pape n'est pas seul à faire recette : il n'est pas rare que des habitants de Vilnius aillent passer la soirée chez des amis à Kaunas simplement pour regarder la télévision polonaise un bon film étranger qu'ils n'ont aucun espoir de voir dans les prochaines années sur le petit écran soviétique.

Du passé religieux de Kaunas, il reste encore l'ensemble des églises qui barrent tout un côté de la place du marché. Il fut construit au début du dix-huitième siècle pour lutter contre la Réforme que les influences prussiennes auraient pu amener jusque-là. Seule trace de sa vocation religieuse présente, le séminaire — le seul de toute la Lituanie — caché dans une petite rue au bord du Niémen, qui garde encore quatre-vingt élèves, plus qu'il y a quelques années mais moins qu'il n'en faudrait pour assurer la relève des six cents prêtres actuellement en fonction.

Et comme il n'y a pas de Christ sans anticrist, Kaunas s'enorgueillit de posséder un « musée des diables » qui renferme la collection commencée avant la guerre par un peintre paysagiste, Zmuidznavicius (mort en 1901). Athée militamment pleure, il rassemblait toutes les représentations et les incrustations du diable. De trois diables, il est passé à treize collections de diables (peut-être par superstition...). Le musée possède, par exemple, un diable émergeant une bombe H, ce qui, dans les années 50, était sans doute pour un bon croyant soviétique la personnification du Malin. La première pièce de sa collection avait été offerte à Zmuidznavicius par un ami : l'évêque de Kaunas.

DANIEL VERNET.

La fête interrompue

(Suite de la page 7)

Il avait des mi-bas retenus par des fixe-chaussettes. Sans parler du col de rive d'étrange, le nouveau élève s'installa à la seule place libre : celle des indisplins, devant le bureau du maître. L'avenir devait confirmer ce choix. Casimir devait rapidement le plus insupportable d'entre nous, jusqu'à ce qu'il quitte l'école pour travailler comme aide-jardinier dans un hameau voisin.

Nous le vîmes moins souvent. N'empêche que le temps qu'il resta avec nous il nous révéla ce qu'était la guerre, à laquelle nous n'avions pas cru jusqu'alors parce qu'elle paraissait très lointaine et que nous étions très jeunes.

Les réfugiés qui passaient sans s'arrêter, les soldats battant en retraite vers le sud d'étrange, les équipages, n'avaient pas au début entrainé notre insouciance ni troublé nos jeux. Les récits de Casimir, qui se couchait à plat ventre en évitant des avions mitraillant en pliqué le flot misérable de civils fourvoyés entre les combattants, en revanche, avaient fait mouche du premier coup, et nous l'écoutions bouche bée. Peu de temps après l'armistice, un détachement allemand cantonnait au village. Casimir disparut complètement, nous ayant appris la guerre que nous venions de perdre. Dans l'indour du plein été, les jours devenaient sombres, tandis que nous cessions tout à coup d'être des enfants.

PIERRE-JEAN DESCHÈNES.

CORRESPONDANCE

Ordres et contrordres

Dans le Monde (daté 1-2 juillet) le baron von Kotze, chargé d'affaires de l'ordre souverain et militaire de Malte, avait émis l'avis que les commanderies héréditaires ne seraient pas reconnues par l'Etat français.

M. Jean-Philippe Marthe, membre des œuvres sociales et hospitalières de l'ordre de l'Hôpital de Saint-Jean-de-Jérusalem (O.S.J.) nous adresse une lettre de protestation dont nous publions des extraits.

Après avoir indiqué que le Grand Maître est « le général-comte Pierre de Rémond du Chélas », M. Marthe poursuit :

Il vaut mieux regarder les choses comme elles sont : l'O.S.J. se proclame légitime et utile, il dit tenir sa légitimité de ses commanderies héréditaires, successeurs de ceux qui furent établis par Paul I^{er} de Russie, grand maître de l'ordre de Malte de 1798 à 1801 ; lorsqu'il parle de son utilité, l'O.S.J. rappelle ses nombreuses œuvres de bienfaisance en particulier sur le territoire français.

Si l'O.S.J. est une organisation légitime et utile, il suffit d'illuminer et visible, il suffit à l'Ordre souverain de Malte ou au représentant de S.A.I. le grand duc Vladimir, chef de la maison impériale russe et Balli de l'Ordre souverain de Malte d'engager une action judiciaire pour obtenir que l'Etat français supprime par décret une organisation qui se serait montrée indécise comme il peut suppri-

mer toute association enregistrée sous le régime de la loi de 1901.

Il suffirait aux personnes qui engageraient cette action qu'elles puissent prouver l'existence d'un onkase par lequel l'empereur Alexandre I^{er} aurait aboli les commanderies héréditaires.

Il leur suffirait de prouver que l'O.S.J. ne fut pas établi, en 1803, par le grand-duc Alexandre, beau-frère de l'empereur Nicolas II et grand-oncle de S.A.I. le grand-duc Vladimir, que ce prince n'était pas assisté de M. de Rosen, ambassadeur de l'empereur et de vingt-cinq commanderies héréditaires.

Il leur suffirait de prouver que le grand-duc Cyrille (1876-1938) et le grand-duc Alexandre (1879-1938), père et oncle de S.A.I. le grand-duc Vladimir, n'ont pas, par des pièces officielles, affirmé leur parfaite confiance en la personnalité des prieurs russes dans la personne des aînés des familles de commanderies héréditaires.

Il leur suffirait de prouver qu'il est faux de dire que l'Association des œuvres sociales et hospitalières de l'O.S.J. gère pour ses œuvres, dans la seule Bretagne (1), un budget de 4 500 000 F. Contribuables par la Sécurité sociale et la justice, que, par conséquent, ses œuvres caritatives ne sont « jamais chiffrées », et que, enfin, ses donateurs, voire ses membres, sont victimes d'escroqueries et d'abus de confiance.

(1) Interne O.S.J., 13, rue de Brest, 28000 Quimper.

Le Monde
doctes et documents

Numéro
de juillet-août-septembre

LA VIOLENCE

LE ZAIRE

Le numéro : 2 F.
Abonnement au tri
(dix numéros) : 20 F.

L'Amazonie
fermé et in

former

L'ÎLE MAGIQUE

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय

RÉPONDANT A UNE PROPOSITION DE M. BOULIN

M. Ségué pose des conditions à toute concertation

M. Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a immédiatement réagi à la proposition de M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation qui, vendredi 17 août, à 13 heures, sur France-Inter, s'était déclaré prêt à recevoir les partenaires sociaux. Dans l'après-midi même, le dirigeant cégétiste a adressé au ministre une lettre ouverte.

« Les offres de discussions des problèmes sociaux du gouvernement aux syndicats sont trop rares pour que je reste insensible à cette ouverture », écrit-il.

« Si votre intention est de négocier vraiment des questions sociales, nous sommes prêts à discuter de tout, mais nous ne pouvons pas accepter une concertation qui ne soit qu'une simple formalité. Si, au contraire, vous devez

nous associer, comme à l'ordinaire, que vous n'avez pas de pouvoir de décision susceptible de provoquer une véritable politique contractuelle, à quoi bon nous rencontrer pour un nouveau dialogue de sourds ?

« Au point où nous en sommes, je pense que l'essentiel d'une rencontre entre nous et une délégation de la C.G.T. ne saurait être constructive si nous n'envisageons pas par avance les objectifs. »

Et M. Ségué présente trois « propositions concrètes » : le relèvement du SMIC, une négociation tripartite sur la réduction de la semaine de travail à 35 heures, la réduction de la semaine de travail à 35 heures, la réduction de la semaine de travail à 35 heures, la réduction de la semaine de travail à 35 heures.

Nouvelles critiques syndicales contre la C.G.T.

L'initiative cégétiste d'organiser seule une semaine d'action dès le 3 septembre continue, d'autre part, de susciter de nouvelles et vives réactions. M. R. Boulin a déclaré : « Si tremousser sur l'avenir de la France est une préoccupation, c'est du folie, mais ce n'est pas une action véritable qui répond aux problèmes et aux difficultés du moment. »

Du côté syndical, après les critiques émanées par la C.F.D.T. et la FEN, les autres confédérations ont également dénoncé la décision de la C.G.T. Pour la C.F.O., cette initiative « unitaire et précipitée (...) ne favorise pas mais plutôt compromet la possibilité de trouver un front commun. La C.G.C. ajoute cependant qu'elle continuera ses efforts pour la défense du pouvoir d'achat et en liaison avec toutes les organisations, sans exclusive, qui placent cet objectif avant toute préoccupation politique ou tout souci de prédominance syndicale. »

NEUVES-MAISONS (Meurthe-et-Moselle).

Des cégétistes manifestent contre l'importation du charbon allemand

De notre correspondant

Nancy. — Chargée de près de 1500 tonnes de charbon de la Ruhr et battant pavillon allemand, la péniche à grand gabarit a été bloquée une partie de la nuit, vendredi 17 août, par des cégétistes. Elle était la première à rallier Neuves-Maisons par la Moselle canalisée et à utiliser la section du canal à grand gabarit. Stoppée à plusieurs reprises, la construction de ces cinquante-deux kilomètres kilométriques avait notamment pris un relief particulier lors de la annonce, en juillet 1978 par la société sidérurgique Châtillon-Neuves-Maisons, de la suspension des travaux de la construction de la nouvelle aciérie à oxygène à Neuves-Maisons.

Beaucoup voyaient donc dans la venue de la péniche à grand gabarit une sorte de symbole, à savoir

une relance des échanges fluviiaux en Lorraine, bien que pour l'heure, seul, le port privé des aciéries de Neuves-Maisons soit en fonctionnement sur cette dernière section. Mais, pour les militants de la C.G.T. et du P.C.F., l'arrivée de la péniche Molepartus coïncidait avec l'importation de 1500 tonnes de charbon étranger.

Aussi vendredi, vers 13 h. 45, de nombreux cégétistes accompagnés d'un drapeau rouge et d'un drapeau de la C.G.T. ont manifesté devant la péniche et bloqué le chaland dans le sas. Les manifestants ont exigé ainsi la suppression de l'importation de charbon étranger. « Nous avons suffisamment de charbon pour faire tourner l'industrie lorraine. Il y a un choix politique à faire. Le charbon étranger n'est pas vraiment concurrentiel car si le prix de la tonne est plus bas, il doit ajouter la sortie de devises et ce que l'on donne aux chômeurs depuis que l'on a fermé les mines. »

En fin d'après-midi, alors que le poste de commandement était toujours occupé, on a réussi à éclipser manuellement la péniche, permettant ainsi au bateau de gagner le port.

Destinés à des chômeurs

DOUZE MILLE CHÈQUES DE L'ASSÉDIC « DORMAIENT » DANS UN WAGON

Douze mille chèques, d'une valeur de 25 millions de francs, que le régime d'allocation de chômage avait adressés à des personnes sans emploi, « dormaient » au fond d'un wagon depuis une quinzaine de jours. Alertés par les chômeurs, la caisse de l'ASSÉDIC (1) de Polignac-Charente entreprenait des recherches.

Le 9 août, une automobile était coupée en deux par un train, à un passage à niveau, près de la Rochelle (Charente-Maritime). Les wagons du convoi furent aussitôt arrêtés et la révision avec le sac postal contenant les chèques qui y était déposé.

Les chèques ont été récupérés et devraient parvenir à leurs destinataires dans les meilleurs délais, a indiqué l'administration des postes.

(1) Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

L'avenir du mouvement ouvrier

II. — S'appuyer sur la crise pour changer

par EDMOND MAIRE (*)

Après avoir souligné les insuffisances, les tendances au sectarisme ou à l'électoralisme des partis de gauche, mais aussi celles des syndicats, qui réussissent mal à tenir compte d'une classe ouvrière très diversifiée, notamment des aspirations des femmes, des employés et des salariés (« le Monde » du 18 août), M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., décrit les « caractéristiques de la nouvelle politique d'action » de sa centrale.

Nous savons que nous ne sortons de la crise qu'en changeant les modes de production, de consommation et d'échange. Pour autant, devant les assauts que nous subissons, il nous arrive de nous crispier instinctivement sur les modes anciens. Depuis l'époque où la classe ouvrière n'avait que ses chaînes à perdre, il y a eu l'automobile. Sauf en période révolutionnaire où tout paraît (faussement) possible, pour les travailleurs, la sécurité n'apparaît liée au changement. Et pourtant !

Les réalités à prendre en compte...

Volonté de changement immédiat malgré la crise, ou mieux, en s'appuyant sur elle, prise en compte d'un certain nombre de problèmes réels de la société économique et politique française, telles sont les caractéristiques de la nouvelle politique d'action de la C.F.D.T. Il faut éviter le conservatisme bien chevillé au corps pour juger cette attitude moins conforme aux aspirations ouvrières que celle qui consiste à fermer les yeux devant l'obstacle et à ressasser les vieux manuels. Seule une mobilisation offensive de l'action syndicale peut éviter aux salariés de se résigner comme une peau de chagrin. Elle seule peut obtenir des avancées significatives vers une sortie de la crise conforme aux aspirations ouvrières.

Ainsi la volonté patronale de réduire globalement le coût de l'indemnisation - chômage - a conduit celui-ci à porter l'attaque contre les 90 %, qu'il estimait être non point faibles, mais qu'il jugeait par une petite minorité de chômeurs. Mais la contre-attaque syndicale, loin de nier l'inégalité dans l'indemnisation, s'est appuyée sur elle pour proposer des propositions. Les luttes sociales aidant, notamment celles des sidérurgistes de Denain et de Longwy, il a été possible d'obtenir une amélioration globale et dans un sens égalitaire de l'assurance-chômage.

Dans cette mutation, comme

...pour proposer des solutions alternatives

Ces quelques exemples montrent, à notre sens, la voie que doit emprunter le syndicalisme. En acceptant de regarder les problèmes en face, en tenant compte de la nécessité où se trouvent nos interlocuteurs gouvernementaux et patronaux de bouger pour faire face à la crise, les syndicats peuvent proposer des solutions alternatives avec une efficacité bien plus grande que celle qui résulterait d'une simple dénonciation des choix patronaux. Telle est l'attitude que nous devons prendre devant les principaux dossiers de cette rentrée.

A la volonté patronale de dénaturer la sécurité sociale, d'imposer une médecine des riches et une médecine des pauvres, nous pouvons opposer avec l'appui de l'opinion publique non seulement la défense mais le progrès dans la solidarité et la redistribution. Encore ne faut-il pas nier la montée des dépenses de santé, elle est indéniable. Il faut même en démontrer l'ampleur et les origines dans une société qui multiplie les agressions contre l'équilibre des individus plus médicalise les maux, c'est-à-dire tente de réparer les « dégâts du progrès » par le biais d'institutions spécialisées. Le mouvement ouvrier peut faire progresser la prévention dans les entreprises, notamment en conquérant le droit d'expression des travailleurs sur leurs conditions de travail — et les garanties. Il peut en faire l'axe majeur d'une réorganisation du système de santé qui devra aussi, c'est évident, cesser de faire payer le salarié pour combler l'insuffisance de cotisations du commerce, de l'agriculture et de l'industrie.

Le gouvernement veut réduire le pouvoir d'achat des Français, les mesures tombées tout l'été comme à Gravelotte en témoignent largement. Basse sabre derrière la nécessité de payer la facture pétrolière. Faut-il pour autant la minimiser, comme certains s'y essaient ? Ils ne conviendront pas grand monde. Par contre, nous pouvons nous mo-

l'impassé du productivisme, l'absence de volonté d'aménagement de la journée de travail ou de l'année de travail — organisation des horaires, travail à temps partiel, durée annuelle — ont un double avantage : elles répondent à des problèmes réels des salariés que seule une certaine sclérose avait fait négliger ; et parce qu'elles s'appuient de ce fait sur un accord large des salariés, elles imposent une contrainte suffisante pour modifier les solutions patronales et assurer un progrès, là où hier il y avait recul.

Le barrage opposé à la réduction du temps de travail vers les trente-cinq heures est d'une très grande solidité. Tout l'arsenal des moyens patronaux et gouvernementaux est utilisé pour résister, orler le doute sur la validité d'un tel objectif, multiplier les objections. Au lieu de les nier, il est bien préférable de reconnaître certains des problèmes posés et de montrer comment les résoudre.

Ainsi, nous dirons-t-on, il n'est pas possible de décider d'aligner immédiatement tout le monde à trente-cinq heures ! C'est évident ! Il suffit de constater les horaires fous dans les transports routiers ou les hôtels-café-restaurants qui dépassent souvent le maximum légal pour conclure à la nécessité de lier une orientation générale de réduction du temps de travail à des mesures spécifiques qui permettent de surmonter les obstacles.

La réduction du temps de travail, dira-t-on encore, améliore la productivité ; elle ne crée pas de nouveaux emplois. C'est tout à fait vrai. Mais la productivité n'est qu'un moyen de contrôler la production, afin que la charge de travail de chacun ne s'accroisse pas à la mesure de la réduction décidée et que le nombre d'emplois maximum soit créé.

Autre argument : réduire le temps de travail, c'est réduire le revenu. Mais la C.F.D.T. refuse de nier la nécessité d'une restructuration et d'un développement des solutions alternatives. Sans doute cette première tentative d'envergure d'intervention syndicale sur la politique industrielle n'est-elle que le début de la lutte. Mais elle montre que des décisions patronales de façon trop limitée. Mais cette action a eu des retombées positives sur les garanties sociales des salariés, sur les conditions de travail et c'est là, nous en sommes persuadés, un précédent qui servira.

Dans la sidérurgie, la C.F.D.T. a refusé de nier la nécessité d'une restructuration et d'un développement des solutions alternatives. Sans doute cette première tentative d'envergure d'intervention syndicale sur la politique industrielle n'est-elle que le début de la lutte. Mais elle montre que des décisions patronales de façon trop limitée. Mais cette action a eu des retombées positives sur les garanties sociales des salariés, sur les conditions de travail et c'est là, nous en sommes persuadés, un précédent qui servira.

Mobilisons-nous pour que, malgré le coût du chômage, les salaires et revenus soient augmentés plus que le coût de la vie tandis que les salaires et revenus moyens verront leur pouvoir d'achat préservé. Par contre, les hauts salaires et revenus dépassant six fois le SMIC ne seront pas totalement garantis. Quant aux très hauts revenus, ils doivent être sévèrement pondérés. Cette proposition alternative de paiement de la facture pétrolière ne serait-elle pas plus efficace, plus mobilisatrice, plus porteuse d'avenir que les formules classiques de maintien du pouvoir d'achat pour tous, en pourcentage ou en somme fixe ?

Le patronat cherche à s'appuyer sur certaines aspirations des salariés à une plus grande maîtrise de leur temps de travail, à une plus grande participation des femmes, pour accroître la souplesse de sa gestion et faire progresser l'individualisation des horaires tout en maintenant en cause un certain nombre de garanties collectives. La masculinité des organisations syndicales leur fait longtemps sous-estimer les contraintes de la journée de travail des femmes qui, aujourd'hui encore, cumulent le plus souvent travail salarié, travail ménager et tâches d'éducation. Or leur refus global de tout aménagement du temps de travail n'a nullement empêché les employeurs de faire progresser leurs solutions, avec l'assentiment fréquent de la majorité des salariés des entreprises concernées. La leçon porte : une attitude plus positive et plus offensive se développe dans les

syndicats. Ainsi les garanties syndicales exigées pour l'aménagement de la journée de travail ou de l'année de travail — organisation des horaires, travail à temps partiel, durée annuelle — ont un double avantage : elles répondent à des problèmes réels des salariés que seule une certaine sclérose avait fait négliger ; et parce qu'elles s'appuient de ce fait sur un accord large des salariés, elles imposent une contrainte suffisante pour modifier les solutions patronales et assurer un progrès, là où hier il y avait recul.

Le barrage opposé à la réduction du temps de travail vers les trente-cinq heures est d'une très grande solidité. Tout l'arsenal des moyens patronaux et gouvernementaux est utilisé pour résister, orler le doute sur la validité d'un tel objectif, multiplier les objections. Au lieu de les nier, il est bien préférable de reconnaître certains des problèmes posés et de montrer comment les résoudre.

Ainsi, nous dirons-t-on, il n'est pas possible de décider d'aligner immédiatement tout le monde à trente-cinq heures ! C'est évident ! Il suffit de constater les horaires fous dans les transports routiers ou les hôtels-café-restaurants qui dépassent souvent le maximum légal pour conclure à la nécessité de lier une orientation générale de réduction du temps de travail à des mesures spécifiques qui permettent de surmonter les obstacles.

La réduction du temps de travail, dira-t-on encore, améliore la productivité ; elle ne crée pas de nouveaux emplois. C'est tout à fait vrai. Mais la productivité n'est qu'un moyen de contrôler la production, afin que la charge de travail de chacun ne s'accroisse pas à la mesure de la réduction décidée et que le nombre d'emplois maximum soit créé.

Autre argument : réduire le

temps de travail augmente le risque du travail noir, rend plus difficile l'accès aux services publics pour les usagers, pose un problème de la durée d'utilisation des équipements. Les syndicats ne se refusent-ils pas de discuter ce type de sujets ? Pas du tout ! Sur tous ces terrains, nous sommes prêts à faire état de nos réflexions et de nos propositions. A qui la faute, si les interlocuteurs patronaux se débloquent en permanence de crainte que nous ne jetions un œil sur leur gestion ?

Et la compétitivité internationale qui empêcherait de réduire la semaine de travail à trente-cinq heures dans un seul pays, combien de fois n'avons-nous pas entendu cet argument ? En réalité, il y a déjà longtemps que nous y avons répondu. D'abord en montrant qu'il y a une marge importante de jeu en France où la durée du travail est l'une des plus longues d'Europe. Mais aussi en agissant avec nos camarades de la Confédération européenne des syndicats pour une action convergente et des progrès coordonnés qui aident à l'avancée du problème dans chacun des pays d'Europe occidentale.

On pourrait continuer longtemps cette description des possibilités syndicales de propositions offensives pour modifier la relation du travail et la qualité de la vie au milieu des soubresauts de la crise. Par exemple, il faut encore opposer à la nouvelle division internationale du travail imposée par les multinationales, non pas quelque absurde protectionnisme outrancier mais une autre division internationale reposant sur un type de développement solidaire, résultant d'accords de coopération et d'échanges entre pays développés et pays sous-développés.

Où bien encore, nous allons opposer au tout nucléaire notre campagne de pétition, de sensibilisation et d'action pour une alternative énergétique fondée sur l'économie d'énergie et l'utilisation maximum des ressources classiques et nouvelles. Nous pensons avoir un tout autre écho que celui qui résulterait d'une réduction des problèmes posés tant par le tout-nucléaire que par l'avenir énergétique de notre pays.

Trouver un nouveau souffle

On le voit, sur chaque terrain de la réorganisation économique et sociale, le désaccord est fondamental entre les solutions patronales et les nôtres. Les crises accentuent les antagonismes plus qu'elles ne les réduisent. Elle nous donne des chances accrues de prendre le risque de propositions mouvement ouvrier. A condition pour le syndicalisme de faire preuve de mobilité et d'imagination. A condition également de prendre le risque de propositions car l'acceptation du risque est inhérente à la construction de tout avenir.

De toute façon, le syndicalisme français doit trouver un nouveau souffle. Ses acquis les plus prestigieux sont aujourd'hui banalisés. Pour le plus grand nombre de jeunes, ce n'est pas le syndicat qui est perçu comme le garant de la sécurité sociale, de l'assurance-chômage, des retraites complémentaires, des régimes de prévoyance, de la loi sur les

quarante heures, des œuvres sociales des comités d'entreprise... Tous ces acquis de la lutte collective sont avant tout perçus sous la forme d'indemnités au moment où les embauchés ont concouru à définir une nouvelle démarche, de nouveaux objectifs, capables d'éveiller et de mobiliser les volontés potentielles. Notre conviction est que l'attitude du syndicalisme esquissée ici permettra à nouveau à un grand nombre de jeunes et de moins jeunes de se reconnaître dans un mouvement ouvrier décidé à emprunter la voie du renouveau. Mais cette conviction n'est pas générale. Nulle part, dans aucune force politique ou syndicale de notre pays, la partie n'est gagnée. Elle peut encore l'être. Cela vaut la peine d'y prendre part.

FIN

* Les interventions sont de la rédaction du Monde.

IMPRIMERIE

Hachette envisagerait de prendre en location-gérance trois des filiales de la société holding du groupe Néogravure

Une solution de location-gérance par des filiales du groupe Hachette est actuellement à l'étude pour trois des filiales situées en région parisienne de la Société de développement financier (S.D.F.), holding du groupe Néogravure. Les filiales concernées sont : « Hélio-Corbail », qui compte une unité de préparation à l'impression à Corbeil, « Hélio-Brocage » et « Encres de Choisy ».

Cette solution fait partie de l'ensemble des mesures envisagées par M. Jacques Pesson, nommé administrateur provisoire le 14 juin dernier pour la S.D.F., puis pour ses filiales le 19 juillet. Les trois autres sociétés filiales de la S.D.F. mises en règlement judiciaire le 26 juillet dernier (le Monde des 21, 25 et 28 juillet) ont, rappelés-le, connu un sort différent.

Le groupement d'intérêt économique Néogravure, siège du groupe, a été dissous, les deux tiers non encore licenciés de ses effectifs pourraient être mutés dans les autres filiales. « Hélio-N.A.S. », filiale illusoise, pourrait poursuivre sa production sous l'autorité des syndicats et de l'administrateur judiciaire, grâce à un financement d'exploitation de

5 millions de francs qu'assureraient les actionnaires de la S.D.F. (Hachette, Béghin-Say, Paribas). Enfin, « Photogravure-Convention » a cessé son activité.

Les mesures envisagées confirment, pour la Fédération française des travailleurs du livre (F.F.T.L.-C.G.T.), ses craintes concernant le projet de démantèlement du groupe Néogravure et la reprise par Hachette des unités les plus rentables en région parisienne (le Monde des 14 et 16 août 1979). Dans un communiqué, publié vendredi 17 août, la F.F.T.L.-C.G.T. annonce sa décision « de tout mettre en œuvre » pour s'opposer aux licenciements annoncés.

Pour sa part, la direction de Hachette répond que « l'on ne pouvait s'associer à un quelconque « démantèlement » d'un groupe qui n'est d'ailleurs qu'un agrégat d'entreprises d'imprimerie constituées dans les années 1954-1973 autour de Desjardins-Néogravure (Hachette) est le premier intéressé à la survie et au développement de l'outil industriel puisque la totalité de ses périodiques Hélio y sont imprimés. Aucun titre d'Hachette n'étant d'ailleurs imprimé hors de France, contrairement à ce qui a été dit ».

ÉNERGIE

L'ombre américaine

(Suite de la première page.)

Globalement, les pays consommateurs ont donc mieux réagi à la crise de 1979 qu'à celle de 1973. Ils ont compris qu'ils devaient consentir un effort. La réalisation du troisième objectif — l'équilibre du marché — ne dépendait pas uniquement d'eux. Quand bien même les décisions de Tokyo seraient-elles respectées intégralement, il manquerait encore 2 millions de barils par jour en 1985 pour équilibrer le marché. Cela, la réunion de Londres le 30 juin entre le comité stratégique de l'OPEP et les responsables de l'énergie de la C.E.E., l'a fait clairement apparaître. C'est sur le moyen de combler ce « trou » que les avis ont divergé, chaque délégation renvoyant la balle dans l'autre camp.

Les pays producteurs s'efforcent en effet, à l'unanimité, de réguler le marché. « La stratégie de la Norvège dans l'exploitation des richesses de la mer du Nord, alors qu'on leur demande d'accroître leur production, « Vous pouvez accélérer la production de la mer du Nord et demander aux Américains d'arrêter de même avec l'Alaska », ont donc dit les responsables de l'OPEP aux émissaires de la C.E.E.

Il est cependant une certitude : l'ensemble des pays consommateurs sur certains objectifs sera de peu de poids si la production ne suit pas. Un consensus est donc nécessaire — si l'on veut éviter la confrontation entre les deux groupes de pays.

On aurait certes pu se contenter d'ajouter l'énergie aux sept thèmes déjà discutés au cours des rencontres euro-arabes. Mais, dans la conjonction politique actuelle, la Ligue arabe apparaît un interlocuteur bien divisé. En limitant, dans un premier temps, les discussions aux ministères du Golfe et des Neuf, on élimine les extrêmes : une Égypte trop manifestement pro-américaine et une Libye trop ouvertement hostile à l'Occident. De plus, on ne cache pas — pour autant que l'Europe puisse apparaître unie sur un tel sujet — que l'on espère tirer profit du mécontentement soulevé dans cette partie du monde par la diplomatie américaine, tant sur le conflit du Proche-Orient que dans les événements d'Iran.

Mais l'Europe a aussi de bonnes raisons économiques de considérer les pays du Golfe comme partenaires privilégiés. Les six nations qui seront présentes à Paris (Arabie Saoudite, Irak, Émirats, Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn) ont fourni en 1977 près de 60 % du pétrole consommé par la Communauté. Avec elles, les Neuf font plus de la moitié de leur déficit commercial à l'égard des pays arabes. L'Europe, bien que premier acheteur de pétrole du Golfe, voit pourtant la part de ses exportations vers ces pays décliner : 81 % en 1970 à 44,4 % en 1976 ; Oman, de 72 % à 33 % au Koweït ; et 60 % à 38 % en Irak.

Cet intérêt n'est cependant pas unilatéral. Grâce à leurs revenus pétroliers, les pays du Golfe ont lancé d'importants programmes de valorisation de leur matière première. Unités de raffinage et projets pétrochimiques s'y multiplient. Production d'éthylène en Arabie Saoudite et en Irak, polyéthylène, éthane, propylène dans pratiquement tous les Émirats. Tous ces produits devront, dans le courant des années 80, trouver des débouchés. Et l'Europe paraît géographiquement, leur marché naturel. Or, si onze pays arabes sont liés actuellement à la C.E.E. par des accords qui leur octroient un régime commercial préférentiel (2), aucun pays du Golfe n'est lié commercialement à la Communauté.

Du bon usage du pétrole

La réponse de M. Salah-Eddine Tlatli au discours inaugural de l'Assemblée européenne de l'Union européenne de l'énergie du 19 août sous le titre « Pour une politique de l'énergie », nous a valu un abandon des coteries.

Le professeur Jean Albert Weil (hôpital Trousseau) écrit notamment : « Si un chercheur trouve dans la propriété d'un individu un trésor, sans que le propriétaire ait joué aucun rôle dans cette découverte, le découvreur, « l'inventeur », comme on dit, a droit à une part du trésor. L'État a droit à une deuxième part, le propriétaire du terrain, enfin, à une troisième. De plus, lorsque le trésor trouve une utilité essentielle et quasiment unique dans l'économie des nations, le ou les propriétaires des gisements, tout propriétaires qu'ils soient, n'ont pas le droit de se livrer perpétuellement à des manœuvres susceptibles de perturber l'équilibre financier des États, de rendre le travail non rentable dans de nombreuses industries, et d'être ainsi responsables de l'extension du chômage, etc., manœuvres proprement intolérables. »

Il n'est pas question qu'il soit allé de quelques mètres que ce soit, à l'indépendance des États arabes. Mais ceux-ci devraient comprendre qu'ils sont solidaires dans une certaine me-

Le dialogue de Paris ne sera donc pas exclusivement énergétique. Au-delà de l'importante question des approvisionnements pétroliers, on parlera des possibilités de coopération économique entre le Golfe et l'Europe, d'accès des produits de

Des écueils

La politique elle-même ne sera pas absente du débat. Mais l'échec du dialogue Nord-Sud a montré le piège principal qu'il fallait éviter : on ne peut prétendre, dans un cadre restreint, résoudre tous les problèmes qui se posent actuellement entre pays riches et pays nouvellement riches parlant au nom des pauvres. Ainsi ne seront résolus ni le conflit du Proche-Orient — même si les Neuf définissent une position commune — ni les avatars du système monétaire international, ni la question du sous-développement dans le monde.

« Il faut, dit-on dans les milieux diplomatiques concernés, avoir un point de départ réaliste, et cette discussion n'aura de sens que si elle porte sur les sujets pour lesquels elle est prévue. »

Ces écueils ne sont d'ailleurs pas les seuls que rencontreront les pays organisateurs dans le mois qui vient. La peine annoncée, la réunion de Paris suscite déjà bien des réserves. M. Al-Obeidi, ministre du pétrole des Émirats arabes unis et président en exercice de l'OPEP, a-t-il vraiment déclaré que son pays était disposé à participer à une telle réunion, « à condition que ne soient pas abordées les questions de prix et de production » ? Et le quotidien saoudien Al-Jazirah n'hésite pas à écrire que « le projet d'une conférence qui grouperait des représentants de l'OPEP d'une part, et des délégués des pays industrialisés d'autre part, en vue d'examiner les seules questions pétrolières (...) est forgé par des milieux hostiles aux pays pétroliers et à la C.E.E. »

Dans la C.E.E., les hésitations sont d'un autre ordre. Quelques pays, dont la Grande-Bretagne, se disent intéressés à la conférence, mais se limitent au seul problème d'approvisionnement pétrolier. D'autres, comme la République fédérale d'Allemagne, s'accrochent sur le principe même pour que les États-Unis, le Canada et le Japon soient tenus informés de toutes les phases préparatoires, sinon associés à celles-ci.

Quant aux États-Unis, ils craignent visiblement qu'une telle discussion ne se retourne contre eux. « Les responsables de ces efforts diplomatiques pétroliers régionaux sont dirigés contre les États-Unis ou le Japon », écrit l'hebdomadaire américain Business Week. Cependant, une garantie à la Communauté européenne pourrait entraîner une limitation de l'approvisionnement pour les autres. « La participation active des Saoudiens aux conversations à l'égard de l'équilibre du marché pétrolier, l'Arabie Saoudite et les cinq autres États du Golfe (Irak, Koweït, Qatar, Bahreïn et les Émirats arabes unis) pourraient jouer un rôle de médiation du pétrole produit par l'OPEP. »

Des écueils

Enfin, il est certain que la tierce partie dans le jeu pétrolier — les compagnies pétrolières — tentera de faire échouer ce projet, comme elle s'est opposée au début de l'année au programme de la Banque mondiale destiné à faciliter la prospection dans les pays du tiers-monde délaissés par les majors. Les compagnies, qui ont perdu, ces dernières années, leur emprise sur la production, veulent, par tous les moyens, conserver la monopole de l'accès au « brut ». Un accord entre producteurs arabes et consommateurs européens — alors que les principales compagnies sont américaines — irait à l'encontre de ce dessein.

Pourtant, ces compagnies ont montré, lors de la crise de 1973, leur incapacité désormais à maîtriser toutes les données pétrolières. Les chiffres des ventes publiés par l'O.C.D.E. (4) montrent, en effet, qu'il n'y a pas de réelle pénurie physique d'approvisionnement du monde occidental, mais simple tension du fait des événements d'Iran et que les intermédiaires — par goût du lucre ou par panique ? — ont accentué la crise. Il n'est donc que temps que les pays producteurs et consommateurs se rapprochent et se débarrassent de ces intermédiaires et ren-

La production actuelle de ce type d'huile ne dépasse pas 250 000 barils par jour, soit une part infime des 8,5 milliards de barils produits quotidiennement aux États-Unis. La suppression du contrôle des prix ne devrait donc pas peser trop lourdement sur les prix à la consommation. Cependant, les deux tiers du pétrole lourd ne pouvaient être vendus plus de 6 dollars le baril et un tiers 13 dollars. Désormais, les prix devraient atteindre 20 dollars le baril, soit une augmentation de la production de pétrole lourd de 200 000 barils par jour en 1985 et de 500 000 barils en 1990. — (A.P., A.F.P.)

ÉTRANGER

M. Jenkins dément les informations de « Stern » concernant des dépenses excessives des commissaires européens

Le président de la Commission de la C.E.E., M. Roy Jenkins, a démenti, vendredi 17 août à Bruxelles les informations selon lesquelles les commissaires de la C.E.E. seraient en train de dépenser le budget qui leur était consenti au titre de frais de représentation et de déplacement. Ces informations, publiées dans l'hebdomadaire ouest-allemand Stern, sont « entièrement fausses », a affirmé M. Jenkins.

La somme dépensée par les commissaires européens a été de 1 281 945 francs belges (1 636 980 francs français) sur un budget de 11 440 000 francs belges (14 300 000 francs français) qui leur avait été accordé pour 1978, a précisé M. Jenkins. Le budget est encore inférieur au précédent, n'a été augmenté que de 16 % depuis 1973, alors que l'augmentation du coût de la vie pour cette même période a été de 32 % dans la Communauté européenne.

Dans les milieux proches de M. Jenkins, on ajoute que le président de la C.E.E. a déclaré à la publication du rapport sur les notes de frais et de déplacement, rapport qui avait été demandé par le Parlement européen.

Toutefois, de même source, on fait remarquer : 1) qu'il est normal que les commissaires européens se déplacent ; 2) que les dépenses sont élevées en raison des instruments de travail tout à fait nouveaux et que, s'ils sont pratiques et font gagner du temps, ils sont beaucoup plus inoffensifs que les avions réguliers.

Le magazine ouest-allemand Stern, dans son numéro daté samedi 18 août, où il cite des chiffres provenant d'une enquête officielle effectuée à la demande de M. Emilio Colombo, ancien président du Parlement européen, révèle qu'en 1978 les frais de représentation des treize commissaires européens ont approché le million de Deutschmarks (233 millions de francs). « Il voyageait en jet comme des playboys milliardaires », écrit Stern, « ils dinent comme des princes et vivent dans un luxe qui n'a d'égal que celui des emirs du pétrole. »

An classement général du commissaire le plus prodigue, la première place revient, selon Stern, à M. Haferkamp. L'ancien dirigeant syndicaliste ouest-allemand a présenté une note de frais de 78 867 DM (179 500 F). M. Roy Jenkins, président de la commission (Grande-Bretagne) vient en deuxième position avec 62 774 DM (142 263 F).

Stern publie également un classement pour chaque division des notes de frais. Au chapitre transports, le commissaire à l'agriculture, M. Finn Olav Gundelach (Danemark), détient le record avec un total de 245 793 DM (572 697 F). Le vice-président

dent aux compagnies le simple rôle d'opérateurs qu'elles n'auraient jamais dû abandonner. Mais même si tous ces écueils sont évités dans les semaines qui viennent — et les tentatives pour faire échouer une telle conférence seront nombreuses — il ne faut pas perdre de vue que le nouvel ordre énergétique dont ils rêvent — fondé sur une garantie des approvisionnements à des prix liés, d'une manière ou d'une autre, à l'inflation mondiale — n'a guère plus de chance de se réaliser à court terme que ce « nouvel ordre économique mondial », dont on parle depuis des années.

BRUNO DETHOMAS.

LE CONTRÔLE DES PRIX DU PÉTROLE LOURD EST LEVÉ AUX ÉTATS-UNIS

Le président Carter a levé officiellement, le 17 août, le contrôle des prix sur le pétrole lourd extrait aux États-Unis, conformément à une promesse faite dans son discours du 15 juillet dernier. Le chef de l'exécutif américain espère ainsi stimuler la production de ce pétrole difficile à extraire et à traiter et dont les réserves — situées principalement en Californie — sont estimées à quelque dix milliards de barils.

La production actuelle de ce type d'huile ne dépasse pas 250 000 barils par jour, soit une part infime des 8,5 milliards de barils produits quotidiennement aux États-Unis. La suppression du contrôle des prix ne devrait donc pas peser trop lourdement sur les prix à la consommation. Cependant, les deux tiers du pétrole lourd ne pouvaient être vendus plus de 6 dollars le baril et un tiers 13 dollars. Désormais, les prix devraient atteindre 20 dollars le baril, soit une augmentation de la production de pétrole lourd de 200 000 barils par jour en 1985 et de 500 000 barils en 1990. — (A.P., A.F.P.)

Le magazine ouest-allemand Stern, dans son numéro daté samedi 18 août, où il cite des chiffres provenant d'une enquête officielle effectuée à la demande de M. Emilio Colombo, ancien président du Parlement européen, révèle qu'en 1978 les frais de représentation des treize commissaires européens ont approché le million de Deutschmarks (233 millions de francs). « Il voyageait en jet comme des playboys milliardaires », écrit Stern, « ils dinent comme des princes et vivent dans un luxe qui n'a d'égal que celui des emirs du pétrole. »

An classement général du commissaire le plus prodigue, la première place revient, selon Stern, à M. Haferkamp. L'ancien dirigeant syndicaliste ouest-allemand a présenté une note de frais de 78 867 DM (179 500 F). M. Roy Jenkins, président de la commission (Grande-Bretagne) vient en deuxième position avec 62 774 DM (142 263 F).

Stern publie également un classement pour chaque division des notes de frais. Au chapitre transports, le commissaire à l'agriculture, M. Finn Olav Gundelach (Danemark), détient le record avec un total de 245 793 DM (572 697 F). Le vice-président

Le président de la Commission de la C.E.E., M. Roy Jenkins, a démenti, vendredi 17 août à Bruxelles les informations selon lesquelles les commissaires de la C.E.E. seraient en train de dépenser le budget qui leur était consenti au titre de frais de représentation et de déplacement. Ces informations, publiées dans l'hebdomadaire ouest-allemand Stern, sont « entièrement fausses », a affirmé M. Jenkins.

La somme dépensée par les commissaires européens a été de 1 281 945 francs belges (1 636 980 francs français) sur un budget de 11 440 000 francs belges (14 300 000 francs français) qui leur avait été accordé pour 1978, a précisé M. Jenkins. Le budget est encore inférieur au précédent, n'a été augmenté que de 16 % depuis 1973, alors que l'augmentation du coût de la vie pour cette même période a été de 32 % dans la Communauté européenne.

Dans les milieux proches de M. Jenkins, on ajoute que le président de la C.E.E. a déclaré à la publication du rapport sur les notes de frais et de déplacement, rapport qui avait été demandé par le Parlement européen.

Toutefois, de même source, on fait remarquer : 1) qu'il est normal que les commissaires européens se déplacent ; 2) que les dépenses sont élevées en raison des instruments de travail tout à fait nouveaux et que, s'ils sont pratiques et font gagner du temps, ils sont beaucoup plus inoffensifs que les avions réguliers.

Le magazine ouest-allemand Stern, dans son numéro daté samedi 18 août, où il cite des chiffres provenant d'une enquête officielle effectuée à la demande de M. Emilio Colombo, ancien président du Parlement européen, révèle qu'en 1978 les frais de représentation des treize commissaires européens ont approché le million de Deutschmarks (233 millions de francs). « Il voyageait en jet comme des playboys milliardaires », écrit Stern, « ils dinent comme des princes et vivent dans un luxe qui n'a d'égal que celui des emirs du pétrole. »

An classement général du commissaire le plus prodigue, la première place revient, selon Stern, à M. Haferkamp. L'ancien dirigeant syndicaliste ouest-allemand a présenté une note de frais de 78 867 DM (179 500 F). M. Roy Jenkins, président de la commission (Grande-Bretagne) vient en deuxième position avec 62 774 DM (142 263 F).

Stern publie également un classement pour chaque division des notes de frais. Au chapitre transports, le commissaire à l'agriculture, M. Finn Olav Gundelach (Danemark), détient le record avec un total de 245 793 DM (572 697 F). Le vice-président

AFFAIRES

Philips et Grundig négocient un accord de coopération

Le groupe néerlandais Philips et la firme allemande Grundig négocient un accord de coopération. Les discussions portent, d'une part, sur la recherche et le développement de produits communs, notamment dans le domaine des magnétoscopes. D'autre part, sur une prise de participation de Philips dans le capital de Grundig (on parle de 25 %). En contrepartie, le groupe allemand pourrait prendre une faible participation dans celui de Philips.

Les porte-parole respectifs des deux firmes en Allemagne fédérale, ont confirmé que des négociations étaient en cours. Ils ont, cependant, précisé que rien n'était encore définitivement arrêté. L'Office des cartels devant, notamment, faire connaître sa position sur une éventuelle prise de participation de Philips dans Grundig.

Avec un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de DM, Grundig est le premier producteur allemand de téléviseurs. Il couvre plus du quart du marché national et 13 % du marché européen. Son capital est contrôlé à près de 89 %, par son fondateur, M. Max Grundig, aujourd'hui âgé de soixante et onze ans, et sa famille. La firme a déjà des liens technologiques avec Philips, qui lui fournit une bonne partie des tubes TV-con-

Dans le secteur des magnétoscopes, Grundig est le seul fabricant allemand à avoir développé un produit original. Mais les progrès technologiques sont si rapides et les dépenses en recherche si considérables, qu'il semble bien difficile à la firme de lutter seule face aux deux systèmes japonais (Sony et Matsushita) et à celui de Philips. D'où l'idée d'une coopération entre les deux européens. Coopération qui ne se limiterait pas aux seuls magnétoscopes, mais s'étendrait également à d'autres produits.

Les négociations entre les deux groupes constituent un épisode important dans la bataille engagée, voilà quelques années pour le contrôle du marché européen de l'électronique grand public (radio, hi-fi, TV, magnétoscopes, etc.). Les groupes japonais ont déjà victoires en Grande-Bretagne. La nouvelle cible est aujourd'hui l'Allemagne fédérale, jugée comme le marché le plus vulnérable.

Les producteurs de TV d'Allemagne fédérale ne seront plus protégés à partir de 1980, les licences PAL tombant dans le domaine public. En outre, ils ne disposent pas d'un grand producteur national de tubes. Dans cette perspective, les deux principaux groupes européens intégrés, Philips et Thomson (appuyé sur son producteur de tubes allemand, Vidéocolor), cherchent à renforcer leurs positions outre-Rhin.

LA BANKERS TRUST CÈDE CINQUANTE-CINQ AGENCES À TROIS BANQUES ÉTRANGÈRES

La banque américaine Bankers Trust, dix-septième banque de dépôts dans le monde, vient de céder, pour 50 millions de dollars, cinquante-cinq de ses agences new-yorkaises à trois filiales d'établissements étrangers. Selon l'accord de principe signé le 16 août, la Barclays Bank de New-York, filiale de Barclays Bank Ltd de Londres, rachètera vingt-huit guichets, dont les dépôts totalisent 330 millions de dollars. Setze guichets (170 millions de dépôts) seront repris par la National Bank of North Ame-

rica (elle-même rachetée, au début de cette année, par la National Westminster Bank of London), et les onze bureaux restants (150 millions de dépôts) seront cédés à la Bank Leumi Trust (filiale israélienne de la banque israélienne).

Des négociations sont en cours avec d'autres établissements, pour la cession éventuelle de nouveaux guichets. Les cinquante-cinq agences qui viennent d'être vendues figuraient probablement parmi les quatre-vingt-neuf qui devaient être cédées par la Bankers à la Banque de Montréal, la Banque d'Amérique et la Banque canadienne d'investissement. La rapidité avec laquelle la Bankers a trouvé de nouveaux acquéreurs illustre une nouvelle fois l'attrait exercé sur les banques étrangères par le marché américain. Un mouvement qui commence à déclencher, de la part des professionnels américains, des réactions mitigées.

LE P.N.B. AMÉRICAIN A RÉGRÉSSÉ DE 2,4 % AU DEUXIÈME TRIMESTRE

La récession américaine, amorcée en mai dernier, demeure modérée. Les chiffres révisés du département du commerce font en effet apparaître pour le deuxième trimestre, une baisse du P.N.B. de 2,4 %, au lieu des 3,3 % annoncés précédemment. D'autre part, il vient d'être annoncé que l'indice de la production industrielle n'a fléchi en juillet, que de 0,1 %, pour atteindre le niveau 152 soit 0,9 % de moins qu'en mars. En juillet, également, les revenus individuels ont progressé légèrement.

Si ces résultats confirment l'optimisme de Carter dans sa politique actuelle non-relaxe — la lutte contre l'inflation demeure prioritaire — celle-ci s'inquiète cependant de deux points noirs : la crise qui traverse l'industrie automobile à la veille de la sortie des modèles 1980 et la baisse d'activité du bâtiment qui pourrait traduire « un coup d'arrêt » au boom que connaît le secteur immobilier.

R.F.A.

● Augmentation de 21 % des quantités de pétrole importées en R.F.A. depuis un an. — Des importations de pétrole brut en R.F.A. se sont élevées à 58 millions de tonnes au premier semestre de cette année, soit une hausse de 21 % pour les six premiers mois de 1979, indiquent les derniers chiffres de l'Office fédéral de statistiques publiés le 16 août. En valeur, la progression est de 31 %. — (A.F.P.)

Selon la C.G.T.

LA CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT PASSÉE ENTRE B.S.N.-GERVAIS-DANONE ET L'ÉTAT AGGRAVERA LA SITUATION DE L'EMPLOI.

La Fédération des industries alimentaires de la C.G.T. demande, dans une lettre adressée au premier ministre, que la Convention de développement passée entre le groupe B.S.N.-Gervais-Danone et les ministères de l'économie et de l'agriculture ne soit pas adoptée « tant qu'une véritable négociation sur le devenir des entreprises françaises de B.S.N.-Gervais-Danone n'aura pas été engagée ».

« Les réalités démontrent », écrit la C.G.T., que B.S.N.-Gervais-Danone donne la préférence aux investissements à l'étranger au détriment des entreprises françaises. La signature d'une telle convention « contribuerait, avec les derniers publics, à aggraver les menaces qui pèsent sur l'emploi des salariés ». La C.G.T. cite à cet effet la fermeture des usines de Marseille et de Saint-Ouen dans le domaine laitier, la renouveau à construire une troisième usine à Krommenhorn à Sélestat et la fermeture des brasseries de Sochaux et d'Irny.

Dans le même temps, note la C.G.T., B.S.N.-Gervais-Danone construit une usine de yaourts à Milan, fabrique des bières sous licence en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Belgique, et investit dans une brasserie méditerranéenne.

REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DE LA PÉTROCHIMIE

SONELGAZ

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

SONELGAZ recherche fournisseurs de l'équipement pour la fourniture de corps de compteurs d'eau et raccords (mouillage en coquille, matriage et usinage). Quantité à fournir 40 000 pièces de chaque (70 tonnes). Fabrication expédition septembre-octobre 1979. Les intéressés peuvent retirer le dossier en s'adressant à la division Exploitation, Usine de fabrication de compteurs, route de Batna, B.E.U.M.A (Wilaya de Sétif).

Les offres doivent être remises au plus tard fin août 1979.

DES CHANGES LE DOLLAR SOUS SURVEILLANCE BAISSÉ DE LA LIVRE

Le dollar a baissé de 10 points par rapport à la livre sterling, le 19 août, à la suite d'une intervention de la Banque d'Angleterre. Le dollar a également baissé de 10 points par rapport au franc suisse, le 19 août, à la suite d'une intervention de la Banque nationale suisse. Le dollar a également baissé de 10 points par rapport au mark allemand, le 19 août, à la suite d'une intervention de la Bundesbank.

	19/08/79	18/08/79	17/08/79	16/08/79	15/08/79	14/08/79	13/08/79	12/08/79	11/08/79	10/08/79	09/08/79	08/08/79	07/08/79	06/08/79	05/08/79	04/08/79	03/08/79	02/08/79	01/08/79	31/07/79	30/07/79	29/07/79	28/07/79	27/07/79	26/07/79	25/07/79	24/07/79	23/07/79	22/07/79	21/07/79	20/07/79	19/07/79	18/07/79	17/07/79	16/07/79	15/07/79	14/07/79	13/07/79	12/07/79	11/07/79	10/07/79	09/07/79	08/07/79	07/07/79	06/07/79	05/07/79	04/07/79	03/07/79	02/07/79	01/07/79	30/06/79	29/06/79	28/06/79	27/06/79	26/06/79	25/06/79	24/06/79	23/06/79	22/06/79	21/06/79	20/06/79	19/06/79	18/06/79	17/06/79	16/06/79	15/06/79	14/06/79	13/06/79	12/06/79	11/06/79	10/06/79	09/06/79	08/06/79	07/06/79	06/06/79	05/06/79	04/06/79	03/06/79	02/06/79	01/06/79	31/05/79	30/05/79	29/05/79	28/05/79	27/05/79	26/05/79	25/05/79	24/05/79	23/05/79	22/05/79	21/05/79	20/05/79	19/05/79	18/05/79	17/05/79	16/05/79	15/05/79	14/05/79	13/05/79	12/05/79	11/05/79	10/05/79	09/05/79	08/05/79	07/05/79	06/05/79	05/05/79	04/05/79	03/05/79	02/05/79	01/05/79	30/04/79	29/04/79	28/04/79	27/04/79	26/04/79	25/04/79	24/04/79	23/04/79	22/04/79	21/04/79	20/04/79	19/04/79	18/04/79	17/04/79	16/04/79	15/04/79	14/04/79	13/04/79	12/04/79	11/04/79	10/04/79	09/04/79	08/04/79	07/04/79	06/04/79	05/04/79	04/04/79	03/04/79	02/04/79	01/04/79	31/03/79	30/03/79	29/03/79	28/03/79	27/03/79	26/03/79	25/03/79	24/03/79	23/03/79	22/03/79	21/03/79	20/03/79	19/03/79	18/03/79	17/03/79	16/03/79	15/03/79	14/03/79	13/03/79	12/03/79	11/03/79	10/03/79	09/03/79	08/03/79	07/03/79	06/03/79	05/03/79	04/03/79	03/03/79	02/03/79	01/03/79	29/02/79	28/02/79	27/02/79	26/02/79	25/02/79	24/02/79	23/02/79	22/02/79	21/02/79	20/02/79	19/02/79	18/02/79	17/02/79	16/02/79	15/02/79	14/02/79	13/02/79	12/02/79	11/02/79	10/02/79	09/02/79	08/02/79	07/02/79	06/02/79	05/02/79	04/02/79	03/02/79	02/02/79	01/02/79	31/01/79	30/01/79	29/01/79	28/01/79	27/01/79	26/01/79	25/01/79	24/01/79	23/01/79	22/01/79	21/01/79	20/01/79	19/01/79	18/01/79	17/01/79	16/01/79	15/01/79	14/01/79	13/01/79	12/01/79	11/01/79	10/01/79	09/01/79	08/01/79	07/01/79	06/01/79	05/01/79	04/01/79	03/01/79	02/01/79	01/01/79	31/12/78	30/12/78	29/12/78
--	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES

CULTURE ET CRÉATION : « La crise est chez nous », par François Georges ; « Etre ou n'être pas artiste », par Edouard Roditi.

3. AFRIQUE

LA CONFIRMATION DES MASSACRES DE BANGUI : Paris annonce la « suspension de l'aide financière ».

4. AMÉRIQUES

LES relations américano-israéliennes.

5. SOCIÉTÉ

La réorganisation des écoles normales supérieures conduit au démantèlement de leur potentiel de formation, estime le SNEC.

6. JUSTICE

Ancien dirigeant de l'ETA, M. Juan José Echeverría fait l'objet d'un arrêté d'expulsion.

7. ÉQUIPEMENT

TRANSPORTS : les États-Unis vont redécouvrir l'automobile.

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 7 à 12

— Deux saisonniers, par Olivier Benard.

— La fête interrompue, par Pierre-Jean Deschamps.

— Les grands fleuves : « L'Amazonie », un univers amphibie fermé et initial », par Marcel Niedergang.

— Lettre de Kaunas, par Daniel Verne.

— RADIO - TÉLÉVISION : Les Inévitables, par Robert Escarot.

13. SPORTS

LES ÉQUESTRES : l'irlandais MacKen en tête du championnat d'Europe de saut d'obstacles.

13-14. CULTURE

EXPOSITIONS : la carte postale d'avant-guerre au Musée des arts décoratifs.

15-16. ÉCONOMIE

Le travail du mouvement ouvrier (II), par Edmond Moine.

17. LA SEMAINE FINANCIÈRE

SOCIAL : répondant à une proposition de M. Boulin, M. Séguin pose des conditions à toute concertation.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TÉLÉVISION (11 et 12) : Aujourd'hui (6) ; Carnet (5) ; Loto (6) ; Météorologie (6) ; Mots croisés (6).

NOUVELLES BRÈVES

Les Français relativement favorables au nucléaire. — 57 % des Français se disent favorables à l'énergie nucléaire dans un sondage effectué par l'Institut Louis-Harris à la demande d'EDF, au lendemain de l'accident d'Harrisburg. Ce sondage a été réalisé conjointement sur un échantillon national et auprès des riverains des principaux sites nucléaires français. 55 % des riverains de centrales sont eux aussi favorables à l'énergie nucléaire. 45 % des Français affirment cependant qu'ils seraient inquiets de l'implantation d'une centrale près de chez eux et plus de 60 % d'entre eux estiment possible, un jour ou l'autre, un accident grave.

Le gouvernement ouest-allemand a annoncé, vendredi 17 août, le déroulement des manœuvres qui auront lieu du 10 au 21 septembre, dans le nord de la Rhénanie, aux États participant à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.). Des unités de la Bundeswehr, de Belgique, du Canada et des États-Unis, soit au total vingt-neuf mille soldats, prendront part à ces manœuvres. — (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 17 août 1979 a été tiré à 507 554 exemplaires.

A B C D E F G

APRÈS AVOIR QUITTÉ LE HAVRE

Le paquebot « Norway » devrait mettre trois jours pour gagner les chantiers de Bremerhaven

Le vent s'étant calmé sur les côtes normandes, les multiples manœuvres préparatoires à l'appareillage du paquebot « Norway » ont pu commencer au Havre dans la nuit du vendredi 17 au samedi 18 août. Les deux dernières amarres qui retenaient encore l'ex-« France », à son quai ont été larguées en début de matinée sous un pâle soleil. C'est tiré et escorté par quatre remorqueurs de haute mer — deux hollandais et deux français de la compagnie « Abellon International » — que le navire a passé l'écluse Francoise, toujours gardée par les forces de police vers 10 heures. On comptait que le bateau atteindrait la pleine mer au début de l'après-midi. Il lui faudra environ trois jours pour gagner Bremerhaven et les chantiers allemands où il sera transformé.

L'adieu définitif du paquebot au Havre, son port d'attache, a été marqué par de nombreuses manifestations populaires. Une trentaine de milliers de personnes ont occupé quelques heures le hall de l'immeuble du Port autonome samedi matin, inscrivant sur les vitres : « Port du Havre trahison ». La veille, d'autres militants du même syndicat s'étaient rendus au casino municipal de Deauville, y demeurant une vingtaine de minutes, dans le but de « dire aux privilégiés du régime que l'anistie, la vie chère, le chômage, la répression, ça suffit ». Mme d'Ornano, maire de Deauville, a estimé que cette action serait condamnée par la population de Deauville et de la Côte Fleurie, car ce sont des attaques

qui portent atteinte à l'activité économique et à l'emploi, en prétendant les sauvegarder. Quant à l'appel lancé par M. Georges Séguin à la solidarité des syndicats norvégiens et allemands, il reste pour l'instant sans écho.

Les manœuvres du « Norway » pour aller du quai de l'Oubli jusqu'aux digues extérieures du port du Havre devaient durer environ six heures, et samedi en fin de matinée, aucun bruit ni manifestation violente n'avait été noté. Mais, tout au long des bassins, des milliers de Havrais se sont rassemblés pour voir passer une dernière fois « celui qui était leur bateau ». Le président du conseil d'administration du port du Havre avait lancé « un appel à la dignité » pour les derniers adieux au bateau, ajoutant : « Les équipements portuaires appartenant au pays, ce sont les outils de travail du personnel du port, il faut qu'ils soient respectés pour que les gens travaillent le port du Havre poursuive sa mission face à la concurrence internationale ». Celle-ci est rude, mais on vient d'apprendre que des commandes de navires pourraient prochainement être passées aux chantiers navals français par certains armateurs nationaux (par exemple Delmas-Vieljeux), ainsi que par le Maroc, la Côte d'Ivoire et la Norvège, notamment. Quant au dock flottant pour réparer des navires de 150 000 tonnes environ, qui sera installé au Havre, il sera construit par Alsthom-Alstom aux chantiers navals de Saint-Nazaire.

« On aurait pu, on aurait dû... »

De notre envoyée spéciale

Plus tôt pour le voir entrer au port. Pour le voir par ses remorqueurs, il avançait au milieu de gerbes d'eau. C'était magnifique. « Quand il était là, se souvient, malgré que, le gardien de nuit d'un hôtel les Norvèges de monde. On venait de partout le contempler. Aujourd'hui, les rues sont désertes et ma femme pleure même plus sortir après 23 heures. »

LES ŒUVRES D'ART DÉCORANT LES SALONS DU PAQUEBOT SERONT RÉCUPÉRÉES PAR LA FRANCE

Toutes les œuvres d'art, tableaux et tapisseries, seront intégralement restituées à la Compagnie générale maritime (C.G.M.) — le groupe maritime public — par le nouveau propriétaire du « Norway », a déclaré le 17 août M. Jean-Marc Varant, avocat du peintre André Hambourg.

Anteur notamment du tableau « Un soir de fête Bonfleur » qui ornait un des deux appartements de luxe du Havre, André Hambourg avait dans la journée, fait intervenir un huissier pour récupérer et récupérer son œuvre à bord.

Le tableau était toujours en place mais il faut, comme pour beaucoup d'autres œuvres, l'intervention de spécialistes qui opèrent à Bremerhaven pour les enlever. L'avocat du peintre a déclaré qu'un accord était intervenu entre l'armement Kloeber au Havre et la C.G.M. L'ensemble des œuvres ainsi récupérées (compréhension notamment vingt-sept tableaux) pourrait constituer les pièces d'un futur musée du « France ».

ACCORD PRÉLIMINAIRE SUR LES COPYRIGHTS ENTRE LA FRANCE ET LA CHINE

Pékin. — (A.F.P.) — A l'issue d'une visite d'une semaine à Pékin, une délégation d'éditeurs français, un accord d'échanges d'informations en vue d'une négociation sur une reconnaissance mutuelle des copyrights a été conclu.

UN ÉVÊQUE FRANÇAIS EST EXPULSÉ DE CORÉE DU SUD

Séoul (A.F.P.). — Mgr René Dupont, évêque d'Andong, de nationalité française, a été expulsé de Corée du Sud, où il est resté pendant cinq ans, pour avoir « approuvé une action anti-gouvernementale », a-t-on appris ce samedi 18 août dans la capitale sud-coréenne.

Mgr Dupont est accusé par le régime du général Park d'avoir causé la récession d'un tract dénonçant l'« éradication » par les autorités d'une « association des fermiers catholiques ».

Un prêtre et deux évêques qui distribuaient ce tract ont été arrêtés au début du mois, en vertu d'un décret présidentiel interdisant toute « activité anti-gouvernementale ». — (A.F.P.)

DANS UN ENTRETIEN DIFFUSÉ PAR TF1

M. Elieinstein se déclare tout à fait d'accord avec l'orientation actuelle du P.C.F.

M. Jean Elieinstein, directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM), a accordé à TF1, vendredi 17 août, une interview dont les principaux passages sont reproduits dans l'humanité de samedi.

« LA DÉFENSE NUCLÉAIRE DE L'EUROPE REPOSE SUR LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND » estiment le général Buis et M. Sanguinetti

Le Nouvel observateur publie un entretien entre le général Buis, du cadre de réserve et ancien ministre, sur l'organisation de la défense en Europe. Le général Buis estime qu'une telle défense « n'est possible qu'avec le feu nucléaire » et qu'elle ne peut naître « que d'une association de la force nucléaire française avec l'industrie allemande ». A quoi M. Sanguinetti répond, en disant son approbation.

« Pour l'Europe indépendante, il faut recommencer par le commencement, c'est-à-dire le couple franco-allemand. C'est lui qui a détruit l'Europe. A lui de la refaire. Car il est le seul à travers l'Europe un « moteur » qui pourrait à lui seul, accomplir cette tâche. L'évolution des armements stratégiques des Super-Grands, telle qu'elle se dessine à travers les accords SALT, va nous obliger, nous Français, à nous engager dans cette voie. (...) La question qui se pose, quand on envisage une coopération de ce genre, c'est l'équilibre entre les apports des uns et des autres. Or, avec l'Allemagne, nous ne pouvons pas équilibrer. Nous ne sommes pas équilibrés. L'indépendance, c'est d'ailleurs ce que nous devons. Bien sûr, il ne s'agit pas de contester la légitimité de la seule. Ce sera un mariage avec séparation de biens. Et il faudra que l'Allemagne quitte l'O.T.A.N. C'est un choix. »

En Polynésie française

L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE DEMANDE LA SUSPENSION DES ESSAIS A MURUROA

Papeete (A.F.P.). — L'Assemblée territoriale de la Polynésie française a demandé ce samedi 18 août « aux plus hautes instances de la République la suspension de tous les essais à Mururoa ».

En attendant, les conseillers préconisent « la constitution d'une commission d'enquête territoriale dont la tâche principale serait de recueillir les témoignages des travailleurs polynésiens sur les accidents du mois de juillet à Mururoa » (le Monde des 26 et 27 juillet et du 2 août) et demandent « la venue immédiate de radiobiologistes civils impartiaux », ainsi que la création d'un « laboratoire permanent dirigé par des chercheurs professionnels compétents et indépendants ».

Si dans un délai d'un mois les élus du territoire n'ont pas reçu de réponse positive à leur demande ou les résultats de la commission d'enquête et les travaux des biologistes, ils se réserveront le droit de prendre toutes les dispositions qu'ils jugeront alors dans ce domaine. — (A.F.P.)

Avant le congrès d'Ajaccio

LES AUTONOMISTES CORSES LANÇENT UN « APPEL AU DROIT DES PEUPLES SANS ÉTAT »

Un appel en faveur du « droit des peuples » en Europe a été lancé, le 17 août à Bastia, par le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse (U.P.C.) et les représentants étrangers qui doivent assister au congrès de l'U.P.C. le 19 août à Ajaccio.

troisième congrès, plus que je ne pouvais le penser dans les mois qui l'ont précédé. » M. Elieinstein a cité les décisions prises par le congrès et par le comité central (au cours de sa réunion du 21 juin) pour ce qui concerne les intellectuels. « Je crois que ce sont, du point de vue même des problèmes que je posais avant le vingt-troisième congrès, des ouvertures réelles et tout à fait positives », a déclaré M. Elieinstein. Il s'est félicité également du fait que les dirigeants du P.C.F. ont insisté récemment sur la vitalité de l'eurocommunisme.

Au sujet de l'alliance entre le P.C.F. et le P.S., M. Elieinstein a déclaré :

« Le vingt-troisième congrès du parti communiste — et c'est un des motifs de satisfaction que j'ai éprouvés dans ses travaux — a posé le problème de l'union entre le parti communiste et le parti communiste comme une nécessité historique à notre époque et dans notre pays. Le problème, à l'heure actuelle, est double : il y a, d'une part, les problèmes posés par l'orientation propre du parti communiste et, d'autre part, il y a le problème du renforcement du parti communiste français lui-même, renforcement intérieur et renforcement extérieur. Nous sommes dans une phase intermédiaire, celle où les conditions de l'alliance impliquent un renforcement du parti communiste français et impliquent de poser de façon prioritaire cette question, et je suis tout à fait d'accord avec cette orientation. »

Mais la perspective reste naturellement l'alliance historique entre le parti communiste et le parti communiste. Contrairement à ce que l'on dit, voyez-vous, le parti communiste français, lui, n'a pas une stratégie de renouveau, il n'a qu'une seule stratégie, alors que, au contraire, le parti communiste, de toute évidence, plusieurs stratégies possibles, pour que, lui, le parti communiste, puisse directement ou indirectement avec des éléments du centre, ce qui n'est pas le cas du parti communiste français. »

M. Elieinstein a déclaré : « Je viens d'apprendre que le ministre d'Anatole Chichalinski, qui est un juif soviétique arrêté depuis déjà plus de deux ans et demi et condamné à des nombreuses années de prison, est très malade et le bon que je formulerais — que j'ai déjà eu l'occasion de formuler en janvier 1978 à la tribune de la conférence nationale du parti communiste français — c'est qu'il soit libéré au plus vite. »

« RIEN N'EST PLUS URGENT QUE DE S'UNIR ET DE LUTTER » déclare le bureau politique du P.C.F.

Le bureau politique du P.C.F. a réuni, vendredi 17 août, à Paris, une déclaration commune, dans la « politique délibérée » du pouvoir, « dont le but est d'accroître encore plus les profits, qui n'ont jamais été aussi élevés, et d'accroître le rôle des grandes sociétés privées, qui regroupent de fonds et exportent massivement leurs capitaux ».

Contre cette politique, déclare le P.C.F., « les communistes, qui sont des femmes et des hommes de l'union, contribueront à ruiner les profits, à défendre les travailleurs, dans la défense de leurs revendications, de leur emploi, de leurs conditions de vie et de travail ».

Le bureau politique ajoute : « Face à une politique aussi antisociale, aussi antiautonomiste, rien n'est plus urgent que de s'unir et de lutter. Remettre à demain, à de lointaines échéances électorales, serait donner au pouvoir et à ses alliés le temps de créer plus de malheurs, plus de dégoût. Pour les communistes, l'attachement à l'union est indissociable de la lutte. Chaque amélioration arrachée aux travailleurs, chaque recul du pouvoir, complètent comme nous l'avons dit au vingt-troisième congrès, chaque position nouvelle conquise par les luttes sera un point d'appui pour des succès plus grands, pour surmonter les contradictions qui opposent au rassemblement majoritaire des forces populaires, pour construire une union plus solide, plus durable. »

Le comité central du P.C.F. convoqué pour le 19 septembre, examinera sur le rapport de M. Philippe Herzig, membre du bureau politique, « le développement de la lutte et de l'unité d'action pour la défense du pouvoir d'achat des travailleurs et des familles, de l'emploi et de l'économie nationale. »

La rébellion cambodgienne en dépit de la censure de l'armée

Cambodge menace disparition

Le régime cambodgien, qui a tenté de réprimer la rébellion, a été contraint de reculer. Les forces armées du régime ont subi de lourdes pertes. La rébellion continue de se développer dans le pays.

Le régime cambodgien a tenté de réprimer la rébellion, mais il a été contraint de reculer. Les forces armées du régime ont subi de lourdes pertes. La rébellion continue de se développer dans le pays.

LA TRAJECTOIRE D'UN FASCISME FRANÇAIS

soldat de l'ordre